

Seidina Oumar Maiga, jeune leader politique : «Le triste épisode de Sokolo met à nu les carences de la chaîne militaire...»

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 17 FEVRIER 2020

544

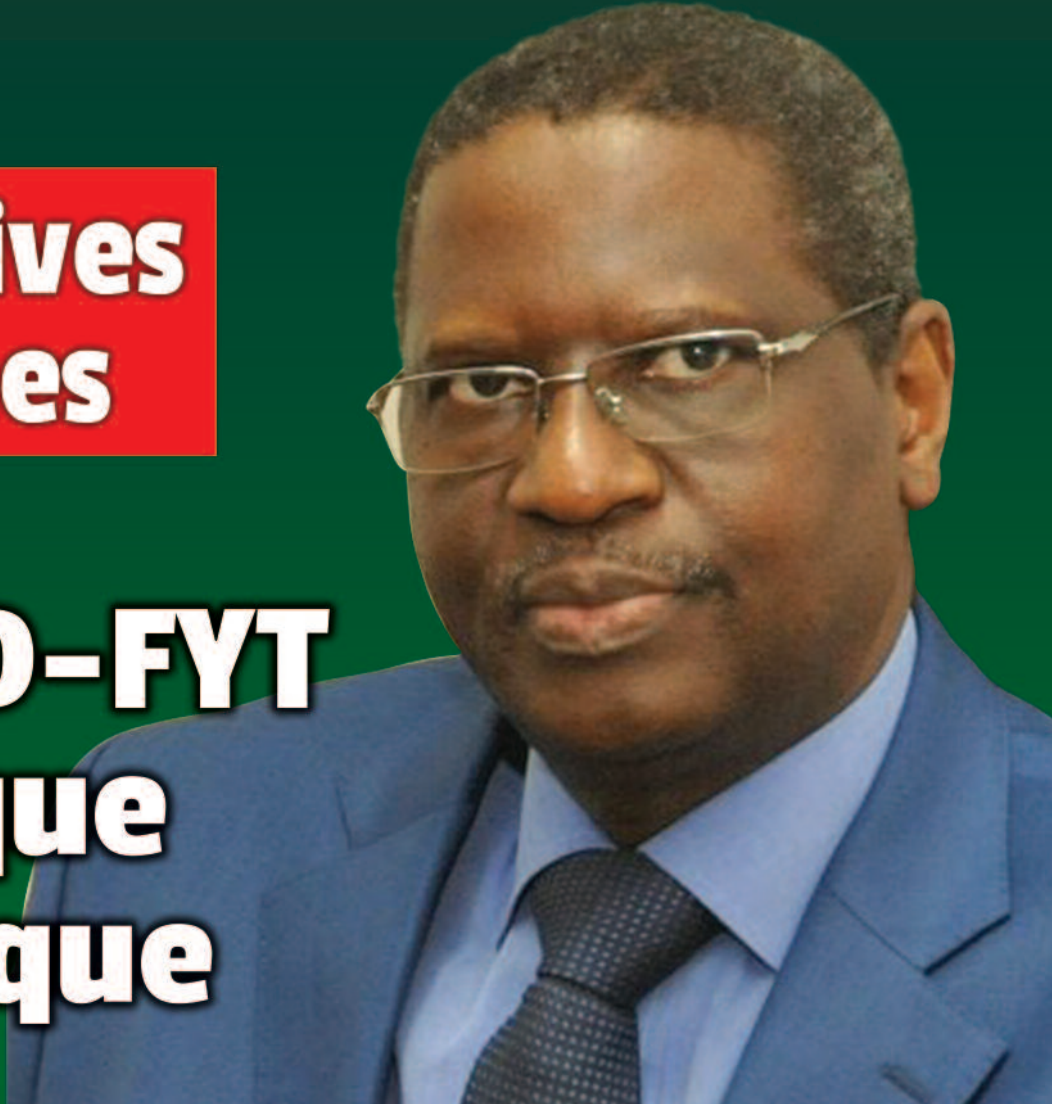
Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Législatives maliennes

Le CNID-FYT sceptique et critique



Aboubacar Doucouré : Mon parcours du combattant



Religion et politique : La CMAS sur une pente glissante ?

LA RENTRÉE
LITTÉRAIRE
DU MALI

Quand l'Afrique se raconte à elle-même et au Monde.

RENTRÉE LITTÉRAIRE DU MALI



Entrée libre !

Bamako • Sikasso • Djenné • Tombouctou
18-23 février 2020



« **PETITES HISTOIRES ET GRANDS RÉCITS** »

CAFÉS LITTÉRAIRES • LECTURES • DÉDICACES • TABLES RONDES • DÉBATS
ATELIERS • HOMMAGES • SPECTACLES • PRIX LITTÉRAIRES 2020



www.rentreelitterairedumali.org

Une	Législatives maliennes : Le CNID-FYT sceptique et critique	P.4
Brèves	Communiqué N°2020-001/DU 15/02/2020 DNA DU MOUVEMENT DAN NAN AMBASSAGOU AU PAYS DOGON	P.9
	Kidal: Le commandant du secteur Nord de la Minusma rend visite au Bataillon FAMA	P.9
	Kidal : L'honorable AG Bibi au Camp 1	P.9
	Commissariat du 5ème arrondissement : Fin de course pour Ousmane Sissoko alias Titi, cerveau de plusieurs braquages à Bamako	P.10
	Législatives de mars-avril : Le gouvernement recale la CMA sur la question des nouvelles régions 10	P.10
	Communiqué du gouvernement : Les FAMA tombent dans une embuscade	P.11
	Communiqué de presse : La MINUSMA condamne l'attaque d'Ogossagou	P.11
Actualité	Les vérités du ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo : "Je ne suis pas un ministre du Pèlerinage, mais des Affaires religieuses" "Avant notre venue aux affaires, le déficit de l'organisation du Hadj atteignait les 800 millions FCFA"	P.13
	Crise Scolaire : La demande des enseignants s'élève à 58 milliards	P.15
	Coronavirus en Chine: L'élan de solidarité déclenché au Mali	P.16
	Seidina Oumar Maïga, jeune leader politique : «Le triste épisode de Sokolo met à nu les carences de la chaîne militaire...»	P.17
Politique	Aboubacar Doucouré : Mon parcours du combattant 18	P.18
	Religion et politique : La CMAS sur une pente glissante ?	P.20
	Dr Choguél Kokala Maïga, président du MPR à propos du redéploiement de l'armée reconstituée à Kidal : "Cela n'est pas suffisamment préparé et la présence de l'armée dans cette région est beaucoup plus symbolique"	P.22
	Nouvelle tuerie un an après dans un village martyr du Mali : La mort de plusieurs civils dans le village d'Ogossagou déjà visé par une attaque meurtrière il y a un an	P.23
	Infrastructures scolaires à Sikasso : 22 salles de classes inaugurées	P.24
Culture & société	Fête des Ondes : La radio un élément incontournable de développement	P.26
	Festival international Mali du rire, 1ère édition : Une formation en humour et comédie au programme de l'événement	P.27
International	Bissau : La Cour suprême tente la clarté dans la confusion post-présidentielle	P.28
	Congo-Brazzaville : Le parti au pouvoir répond aux revendications de l'opposition	P.29
	Le Pangolin : Vecteur de transmission du coronavirus à l'homme	P.30
Sport	Que sont-ils devenus... Capitaine de Police Yacouba Coulibaly ? Les confessions d'un ami de Tiécoro Bagayoko	P.31
	Liverpool : Mané signe un retour gagnant avec son 100e but en Angleterre	P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.9



P.16



P.22





Législatives maliennes : Le CNID-FYT sceptique et critique

Les prochaines élections législatives au Mali sont fixées aux mois de mars et avril 2020. L'annonce en a été faite par le Gouvernement à travers le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation qui en a fixé les dates des premier et second tours respectivement les 29 mars et 19 avril 2020. La classe politique malienne, tout en décidant de participer aux dites élections, pour ne pas laisser la place à d'autres au sein de la future Assemblée nationale, a, pour certains, dénoncé la décision cavalière des autorités maliennes en dépit de difficultés réelles et graves qui sont de nature à entacher ou à troubler le bon déroulement des élections voire à le rendre quasiment impossible particulièrement dans certaines parties du centre et du nord du pays hors de contrôle de l'État. Dans un Communiqué en date du 14 février 2020, le Congrès National d'Initiative Démocratique-Faso Yiriwa Ton

(CNID-FYT) prend à témoin la communauté nationale et internationale devant ce qu'il appelle « l'insouciance » de l'État du Mali qui, contrairement aux engagements qu'il a pris vis-à-vis de la CEDEAO notamment, et en violation des

textes et lois de la République, s'engage dans ce qui apparaît comme une aventure des plus hasardeuses en voulant, coûte que coûte, organiser des élections législatives.

Le CNID-FYT est convaincu d'une chose : l'actuelle Assemblée nationale est illégitime et illégale et doit disparaître pour que force reste à la loi. Cela appelle donc son renouvellement. Cependant, les conditions sont-elles réunies pour que les élections législatives se déroulent sans difficultés dans toutes les circonscriptions électorales du Mali ? Rien n'est moins sûr. En effet, le CNID-FYT, dans son communiqué signé de son Président Maître Mountaga Tall rappelle ce qui suit : « Au terme d'une mission effectuée en octobre 2018 à Bamako, une délégation de la CEDEAO conduite par le Ministre des Affaires Étrangères du Nigeria, à l'époque Président en exercice du Conseil des Ministres de l'organisation sous-régionale, il été acté que : **« Prenant acte de la prolongation de la législature actuelle selon l'avis de la cour constitutionnelle et au regard des dysfonctionnements largement reconnus et évoqués par tous les interlocuteurs lors du scrutin présidentiel passé, il est impératif que le Gouvernement et tous les acteurs socio-politiques conviennent, de manière consensuelle, d'entreprendre des réformes courageuses des cadres légaux, y compris la Constitution de février 1992, et du système électoral avant de s'engager dans les prochaines échéances électorales que compte mener le pays... ».**

Or, relève le CNID-FYT, rien n'a été entrepris par les autorités maliennes pour satisfaire à ces recommandations malgré l'engagement pris par le Gouvernement du Mali pour ce faire. Le CNID-FYT met donc l'accent sur la mauvaise foi du





Gouvernement qui programme des élections en dépit des faiblesses liées au Code électoral actuel. S'agissant des élections législatives elles-mêmes, le CNID-FYT relève dans son communiqué qu'elles avaient été initialement reportées pour des raisons qui disent clairement que « **L'évaluation de la situation politique et sécuritaire du pays révèle la persistance des difficultés et contraintes qui ne permettent pas la tenue d'élections législatives régulières et transparentes** ». Il avait été décidé de la prorogation à deux reprises du mandat des députés jusqu'à ce que « **les conditions optimales à la bonne organisation des élections** » soient réunies.

Malheureusement, ces « conditions » sont loin d'être réunies. Pire, le CNID-FYT évoque le récent rapport de Human Rights Watch (HRW) qui fait état d'une aggravation de la situation sécuritaire au Mali. « De nombreux administrateurs, magistrats, agents de santé ou maîtres d'école ont d'ailleurs déserté leurs postes pour se mettre à l'abri. Le Gouvernement, qui prétend pouvoir sécuriser les candidats, les agents électoraux, les bureaux de votes et la transmission des résultats ne devrait-il pas commencer par sécuriser ses propres agents à moins de faire aveu de les livrer volontairement et quotidiennement à la mort ? », peut-on lire dans le communiqué du CNID-FYT. Le parti de Mountaga Tall est convaincu qu'« aucune raison, aucune nécessité ne permet d'organiser l'élection législative à la carte c'est-à-dire dans certaines circonscriptions tout en omettant certaines autres. Le faire en connaissance de cause est tout simplement inacceptable car procédant d'une violation délibérée de la loi qui s'apparenterait

au parjure ». Il poursuit en soulignant que « la non-organisation du scrutin dans certaines régions dont les gouverneurs sont en fonction et les cercles clairement définis (Bougouni, Kou-tiala, Ménaka, Nioro et Tessalit) est en soi une manifestation de violation de cette loi que le CNID ne saura ni cautionner ni laisser faire ». Est-ce à dire que dans ces conditions le CNID-FYT renonce à toute participation au scrutin législatif de mars et avril 2020 ? Le communiqué est très clair sur ce point : « Au regard de ces réalités, la direction nationale du parti a fait part aux structures et militants de base de ses plus vives préoccupations et de son total scepticisme quant à la possibilité de tenir à la date

indiquée une élection inclusive, transparente, démocratique et sécurisée. De très nombreuses sections ont entendu et approuvé ce message et ont décidé de ne pas présenter de candidats ». Il s'agit là d'une invitation à analyser la situation générale du pays et d'en tirer, en toute responsabilité, les conclusions qui s'imposent. C'est là une approche toute démocratique qui évite d'imposer une décision qui viendrait d'en haut et serait sans doute considérée comme une imposition. D'ailleurs le communiqué reconnaît que « des structures (...) pour des raisons locales impératives et de respect de la parole donnée depuis longtemps, ont décidé de participer au scrutin en contraignant parfois de hauts responsables du parti à les accompagner ». Malgré cette décision divergente, le CNID-FYT, pour sauvegarder la cohésion au sein du parti, a décidé « d'accompagner » lesdites structures. Néanmoins le parti de Soleil levant tient à préciser que « Préférant perdre des députés plutôt que de perdre ses idéaux, le CNID-FYT réaffirme qu'il existe de réelles solutions alternatives au forcing en cours ». Ainsi à l'heure actuelle, le parti de Me Mountaga Tall est le seul à renoncer officiellement à participer au scrutin législatif prochain convaincu que les conditions ne sont pas réunies pour des élections justes, équitables et inclusives.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



Aliou Boubacar Diallo - Officiel



13 février, 20:39. Chers compatriotes,
Depuis près de deux ans, notre parti réclame la tenue de l'élection législative afin de renouveler le mandat des députés. Au mois de Janvier dernier, le Conseil des Ministres, répondant à la principale résolution du DNI, a convoqué le Collège électoral pour le 29 Mars prochain. Dès cette annonce, j'ai été sollicité par les militants de notre parti afin de porter les couleurs de l'ADP-Maliba lors des législatives du 29 Mars prochain à Kayes. Après mûre réflexion, j'ai accepté de relever ce nouveau défi. Ma conviction profonde est que je n'ai pas le droit de trahir cette confiance que me portent mes camarades. Aujourd'hui, nous avons procédé au dépôt de notre liste et je suis donc officiellement candidat à l'élection législative du 29 Mars prochain. Je compte sur vos bénédictions, vos conseils et votre accompagnement. ABD



Mali Today



La mort est un vêtement que tout le monde portera.
Dans la vie, nous avons le choix entre l'amour de la patrie, la famille ou la mort, nous avons choisi les deux premières et c'est la troisième qui vous a choisi.....
L'homme de bien situe la justice au-dessus de tout.
La République du mali, la patrie Tous les Maliens vous seraient re-

connaissant digne fils de la République.
Qu'Allah vous accueille dans son paradis. R.I.P



Adama Ben Diarra



ARMÉE RECONSTITUÉE : Une autre humiliation !
Une autre trahison!
OUI, Nous voulons que l'armée malienne soit redéployée sur toute l'étendue du territoire national.
MAIS, Il y a un grand MAIS,
Nous sommes profondément attachés à l'unité nationale, à la souveraineté et à la constitution du Mali...
PAR CONSÉQUENT,
Nous ne saurons admettre ce complot qui vise à :
- Violer la constitution du Mali;
- Porter atteinte à notre devise UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI, qui est très sacrée;
- Cantonner l'armée nationale sur son propre territoire;
- Engager le processus référendaire;
- Programmer la partition du Mali...
Nous ne sommes pas un Peuple naïf !
Arrêtez de primer la Barbarie !
Arrêtez de jouer avec l'Intelligence du Peuple Malien !
• C'est inadmissible de continuer à envoyer nos Vaillants Soldats à la Boucherie !
• Le Peuple demeure la première force de défense de la Patrie !

Forces Armées Maliennes



Kidal: le commandant du secteur Nord de la Minusma rend visite au Bataillon FAMa
A peine installé à Kidal, le bataillon FAMa de Kidal a reçu la visite du commandant du secteur Nord de la MINUSMA, le général tchadien, Hamed Nassour Soye. Il était venu souhaiter la bienvenue à la troupe malienne, mais également apporter le soutien de la mission onusienne aux Forces Armées Maliennes dans leur exaltante mission de sécurisation de la ville et des populations. Selon l'hôte du jour, cette arrivée des FAMa est un succès pour la mission onusienne. Ainsi, il a souligné qu'il est temps que tous les Maliens se mobilisent afin de ramener la paix sur toute l'étendue du

territoire. En outre, il précise que ce premier bataillon présent à Kidal doit donner un bon exemple des FAMA sur le théâtre des opérations. Avant de finir, le commandant du secteur Nord a exprimé la bonne volonté de la mission à accompagner l'armée malienne dans les missions qui lui seront attribuées très bientôt dans sa collaboration avec la Minusma.

Auparavant, le chef de bataillon de Kidal, le commandant Mamadou Keita a rappelé que les FAMA sont conscientes de l'enjeu de la présence de l'armée dans cette localité. C'est pourquoi, il a soutenu que tout sera mis en œuvre afin de faciliter le bon déroulement du processus de l'accord d'Alger. Les FAMA sauront comment faire pour sécuriser les populations et leurs biens, a-t-il conclu.



Ammy Baba Cisse

Le décompte macabre évolue à Ogossagou. Plus de 60 morts annoncés.



Mossa Ag Attaher

Kidal: Le chef d'Etat Major de la CMA a rendu une visite ce matin au bataillon de l'armée RECONSTITUEE déployée depuis ce Jeudi 13 Février 2020 à Kidal.

Il a exprimé la disponibilité de la CMA à œuvrer avec le bataillon dans la réussite de ses missions conformément aux dispositions de l'accord pour la Paix.

Le chef d'état major de la CMA a par ailleurs offert une dizaine de moutons en signe d'accueil et de bienvenue aux éléments. Ensemble nous y parviendrons.



Mahamoud Touré

Un gouvernement qui ne parvient pas à sécuriser des camps militaires pourrait-il sécuriser les bureaux de vote ?



Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne est à : Munich.

Invité du forum international sur la sécurité qui s'est tenu les 14 et 15 février 2020 à Munich, Amadou THIAM, ministre des réformes institutionnelles et de la relation avec la société civile a reçu en audience une délégation du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne d'Allemagne conduite par son président Oumar DEMBELE



Fahad Ag Almahmoud

Il paraît qu'après les engrais et les avions frelatés maintenant c'est blindés frelatés.



M. Nouhoum Togo - Officiel

Élections législatives au Mali, l'URD face à ses responsabilités devant l'histoire et devant le peuple malien.

Les alliances sont scellées, elles n'ont d'ailleurs pas manqué de susciter des vives réactions

Le Droit malien étaye ces allégations dans ce sens:

La loi N°05-047/ du 18 août 2005 portant charte des partis politiques. Article 45 : Les partis politiques peuvent, dans le cadre des élections, contracter des alliances. Une alliance de partis ne peut avoir une capacité juridique propre.

Afin de préserver la transparence dans le jeu démocratie, les alliances doivent être rendues publiques.

Article 63: La charte a, à la fois une portée morale et juridique. Qu'en est-il des élections locales: municipales et législatives? Comment ça marche ?

Article 16: D'une manière générale, les partis sont organisés en structures, instances et organes.

Les structures sont des ensembles fonctionnels des membres d'un parti, regroupés dans les quartiers, les fractions, les villages, les communes, les cercles, les régions et district de Bamako, et à l'intérieur d'un pays abritant des ressortissants maliens.

Les structures ont leurs instances délibérantes et leurs organes exécutifs.

En clair nos représentants légitimes en contact direct avec les réalités du terrain, sont bien placés pour savoir ce qui est bien pour le parti et pour notre pays.

Ils ont notre confiance et notre soutien indéfectible. Issa Diallo



RFI Afrique

L'ex-président et Premier ministre sous la transition Yacouba Isaac Zida se lance dans la course pour la présidentielle du 22 novembre 2020. L'annonce a été faite ce samedi 15 février au cours d'une conférence de presse par Augustin Loada, le président du Mouvement patriotique pour le salut (MPS).



Issa Fakaba Sissoko

C'est Maintenant qu'il Faut Parler d'Apologie du Terrorisme "...si on est Vraiment Sérieux.



Adama Sogodogo

A quoi sert vraiment cette fameuse mission parlementaire à Taoudenit à cette veille des législatives 2020 ?



Amadou GON Coulibaly

Amadou GON Coulibaly est à Gbôklé.

Je suis arrivé ce matin à Fresco pour une visite de travail de trois jours dans la Région du Gboklé.

Ma visite dans les Départements de Fresco et de Sassandra s'inscrit dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des projets de développement au bénéfice des populations.

Je vais également poursuivre mes échanges avec l'ensemble des acteurs locaux notamment les chefs traditionnels, les jeunes, les femmes, les élus et les cadres afin de les engager au maintien de la cohésion sociale et de la paix.

Une cérémonie d'hommage au Président de la République, S.E.M. #AllassaneOuattara, prévue le samedi 15 février 2020 à Sassandra, marquera la fin de ma visite de travail dans la Région du Gboklé. Fresco, le 13 février 2020.



DIAWARA AMADOU

Congrès mondial du "World Angels Business Investment Forum", à Istanbul. Le Ministre @Safia_Boly rencontre le Président de Islamic Cooperation Youth Forum @ICYF_Official, M.Taha Ayhan. Les échanges ont porté sur la formation technique des jeunes en Entrepreneuriat



Mountaga TALL

Condoléances attristées aux familles endeuillées et souhaits ardents de paix au Mali. Je suis désolé de le répéter en cette terrible circonstance mais comment peuvent-ils faire des élections une priorité dans ces conditions ? La vie des Maliens doit compter pour le Gouvernement.



Justice Mali Justice

Il faut surseoir aux élections pour se concentrer sur la sécurisation des populations.

La condition première des élections est la sécurisation des Électeurs, des organisateurs et des urnes, elle n'est pas accomplie



MALI MALIN

1ère Région Militaire (Gao): Hommages aux braves La cérémonie funèbre des éléments tombés sur le théâtre, le vendredi 14 février 2020 au niveau du "Pont BENTIA" sur l'axe Labbezanga-Ansongo a lieu, le samedi 15 février 2020 au Camp 2 de Gao. Le commandement militaire de la région et plusieurs notabilités politique, coutumière et religieuse de la région de Gao ont tenu accompagné ces braves combattants tombés sur l'honneur. Désigné pour entrer dans la composition de l'escorte, le détachement du poste de sécurité d'Ansongo a été engagé pour assurer l'escorte du convoi "Air Logistique" entre Gao et Labbezanga. Seulement le retour a été fatal après une mission bien accomplie pour ces hommes. Ils ont trouvé la mort au cours d'une embuscade. Certes ces 9 neuf sous-officiers et militaires du rang dont huit (8) de l'armée de terre et un (1) de la Garde Nationale ont perdu la vie cependant ils n'ont pas démérité. Ils se sont battus farouchement contre l'ennemi jusqu'au dernier souffle. Un sacrifice ultime pour la Nation et la patrie. Ils ont été conduits à leur dernière demeure au cimetière de Bakoundjé (Gao) sous la bénédiction de leurs familles, des personnalités religieuses et des frères d'armes.



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



Communiqué N°2020-001/DU 15/02/2020 DNA DU MOUVEMENT DAN NAN AMBASSAGOU AU PAYS DOGON



Le chef d'état-major général du mouvement Dan Nan Ambassagou, Youssouf Toloba, et ses hommes informent l'opinion publique nationale et internationale qu'ils ont appris avec une grande consternation l'attaque survenue à Ogossagou, Cercle de Bankass, le vendredi 13 février 2020, et que, depuis cette date, il a entrepris toutes les investigations pour comprendre et situer les responsabilités. C'est au terme de cette précaution d'usage, que le mouvement tient à affirmer, de façon solennelle, qu'il n'est ni de près ni de loin associé à l'attaque d'Ogossagou. Le mouvement Dan Nan Ambassagou condamne avec la dernière énergie les attaques survenues à Mondoro et Ogossagou. Le mouvement réaffirme encore, une fois de plus, sa disponibilité et son engagement au sein du cadre de concertation des communautés Dogon et Peulh, pour aller à la paix. Le Mouvement Dan Nan Ambassagou exhorte le Gouvernement et la Minusma dans le traitement équitable de l'information quand il s'agit de faire le Bilan des pertes en vies humaines des deux communautés. Le Mouvement Dan Nan Ambassagou présente ses condoléances les plus attristées aux familles des disparus des deux communautés Dogon et Peulh à Mondoro et à Ogossagou, et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Fait à Bamako le 15 février 2020

Le Bureau National de la Coordination du Mouvement Dan Nan Ambassagou

Le chargé des relations extérieures

Drissa Abara Dolo

Kidal : L'honorable AG Bibi au Camp 1

Le député élu à Abeïbara, l'honorable Hamada AG Bibi, a rendu ce samedi une visite de courtoisie au bataillon des FAMA reconstituées au camp général Abdoulaye Soumaré de la 7ème région militaire du Mali. Il était venu apporter son soutien à ces défenseurs de l'intégrité territoriale du pays tout en leur assurant le soutien total de la population kidalaise.

Selon lui, le redéploiement de l'Armée marque un pas énorme dans la résolution de la crise qui secoue notre pays. Selon lui, c'est toute la population de Kidal qui se réjouit aujourd'hui de retrouver sa propre armée à ses côtés. Et d'ajouter que ce retour est une garantie pour l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Le chef de bataillon, le commandant Mamadou Keïta se dit réconforté

Kidal : Le commandant du secteur Nord de la Minusma rend visite au Bataillon FAMA



À peine installé à Kidal, le bataillon FAMA de Kidal a reçu la visite du commandant du secteur Nord de la MINUSMA, le général tchadien, Hamed Nassour Soye. Il était venu souhaiter la bienvenue à la troupe malienne, mais également apporter le soutien de la mission onusienne aux Forces Armées Maliennes dans leur exaltante mission de sécurisation de la ville et des populations.

Selon l'hôte du jour, cette arrivée des FAMA est un succès pour la mission onusienne. Ainsi, il a souligné qu'il est temps que tous les Maliens se mobilisent afin de ramener la paix sur toute l'étendue du territoire. En outre, il précise que ce premier bataillon présent à Kidal doit donner un bon exemple des FAMA sur le théâtre des opérations. Avant de finir, le commandant du secteur Nord a exprimé la bonne volonté de la mission à accompagner l'armée malienne dans les missions qui lui seront attribuées très bientôt dans sa collaboration avec la Minusma.

Auparavant, le chef de bataillon de Kidal, le commandant Mamadou Keïta, a rappelé que les FAMA sont conscientes de l'enjeu de la présence de l'armée dans cette localité. C'est pourquoi, il a soutenu que tout sera mis en œuvre afin de faciliter le bon déroulement du processus de l'accord d'Alger. Les FAMA sauront comment faire pour sécuriser les populations et leurs biens, a-t-il conclu.

Forces armées maliennes



par cette visite de l'honorable Hamada tout en rappelant que l'armée fera tout son possible pour sécuriser davantage la ville et ses populations.

Commissariat du 5^{ème} arrondissement : Fin de course pour Ousmane Sissoko alias Titi, cerveau de plusieurs braqueurs à Bamako



Dans le cadre de la collaboration entre la police et la population, le Commissariat de police du 5^{ème} Arrondissement vient de démanteler une importante bande de braqueurs à travers l'arrestation de Ousmane Sissoko alias Titi, le cerveau de la bande.

De sources policières, c'est aux environs de 21 heures, le mardi 11 février 2020, que les limiers du 5^{ème} Arrondissement, sous le commandement du Commissaire principale Mariam A. Doumbia, ont interpellé Ousmane Sissoko alias Titi, reconnu des services d'enquête de la Police nationale comme étant un individu très dangereux. A cet effet, il était fortement recherché pour son implication dans plusieurs cas de braquage à Bamako et environs.

Selon nos sources, la récente opération de Titi est le braquage à mains armées d'un kiosque Orange Money à Sébénicoro. Une opération au cours de laquelle la bande a emporté une importante somme d'argent. Informés de la présence du malfrat dans un quartier de la Commune IV, les éléments de la Brigade de recherche dudit commissariat ont mis en branle leurs différents réseaux pour l'appréhender. C'est ainsi qu'il a été piégé et cueilli comme un fruit mûr par les enquêteurs du Commissariat de police du 5^{ème} Arrondissement, avec le concours de la brave population de la commune IV.

Nos sources déplorent que, lors de cette opération, le malfrat a été sérieusement tabassé par la population et il n'a eu sa vie sauve que grâce à la promptitude de la police et se trouve actuellement dans un centre de santé de la commune, sous une forte surveillance policière, pour y recevoir des soins médicaux. Nous y reviendrons.

■ **Boubacar PAÏTAO**

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Législatives de mars-avril : Le gouvernement recale la CMA sur la question des nouvelles régions



Le scrutin des élections législatives dont le premier tour est prévu le 29 mars prochain aura bel et bien lieu. C'est ce qui ressort de la rencontre, vendredi 14 février 2020, des membres du gouvernement avec la presse. Au cours de la rencontre qui a permis au département de l'Administration territoriale et de la Décentralisation d'entretenir les journalistes sur les préparatifs des élections, le gouvernement a levé toute équivoque sur les appels au report et la participation des nouvelles régions au processus.

Pour le gouvernement, les nouvelles régions administratives du Mali ne seront pas concernées par les élections devant aboutir au renouvellement de l'assemblée nationale. « Pour tenir les élections dans ces nouvelles régions, il faut déterminer et connaître le nombre de cercles et de communes de chacune de ces régions. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », a dit le ministre porte-parole du gouvernement, M. Yaya Sangaré. Dans un communiqué publié ce 25 janvier, relatif à la convocation du Collège électoral pour la tenue des élections législatives, le comité directeur de la CMA, avait posé des conditions pour la tenue des élections dans la partie septentrionale du pays.

« La CMA informe l'opinion nationale et internationale, conformément à toutes les positions observées depuis 2017 dans ce cadre qu'elle ne peut participer dans les conditions du calendrier actuel à des élections dont le collège est déjà convoqué pour un premier tour du scrutin fixé au 29 Mars 2020. Nonobstant la prise en compte du bien-fondé de la Résolution n°1 du Dialogue National Inclusif portant sur la nécessité d'organiser dans les meilleurs délais des élections législatives, la CMA réaffirme que sa participation reste sous réserves de : La diligence d'engager le processus de la réorganisation territoriale et du nouveau découpage administratif ; La prise en compte et en charge dans le prochain processus électoral des Régions de Taoudéni et de Ménaka en plus des Cercles d'El-Moustarat et d'Achibogho dont l'organisation territoriale a été adoptée par le Gouvernement en Conseil de Ministres depuis le 28 Février 2018 ; La possibilité de faire participer les centaines des milliers des réfugiés et déplacés internes », disait le communiqué.

Le gouvernement et la Cma ont-ils trouvé un terrain d'entente? En tout cas, le porte-parole du gouvernement a rassuré que des listes de candidats à cette élection ont été enregistrés partout dans le pays, y compris à Kidal.

■ **DTK**

Communiqué du gouvernement : Les FAMA tombent dans une embuscade



COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DU MALI

Le Gouvernement de la République du Mali Informe l'opinion que ce vendredi 14 février 2020, une unité d'escorte des FAMA de retour de Labezzanga, dans la région de Gao est tombée dans une embuscade au niveau du pont de Bentia à environ 50 kms d'Ansongo. Le bilan provisoire fait état de neuf (9) morts dont huit (8) civils, deux (2) blessés parmi les FAMA et des véhicules de l'Armée incendiés. Des renforts ont été dépêchés sur les lieux ; le ratissage est en cours. Le Gouvernement salue la détermination et la bravoure des Fama et remercie la MINUSMA pour son appui remarquable. Il réaffirme son engagement inébranlable à lutter sans relâche contre les forces du mal qui sèment la terreur dans le pays. Le Gouvernement s'incline pieusement devant la mémoire des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Par ailleurs, le gouvernement informe que le bilan de l'attaque d'Ogossagou s'élève désormais à 31 morts. Un assaillant armé a été appréhendé et conduit à Sevaré pour des besoins d'enquêtes. La sécurisation de la zone par les FAMA est en cours. Bamako, le 14 février 2020

Communiqué de presse : La MINUSMA condamne l'attaque d'Ogossagou



Bamako, le 14 février 2020 - La MINUSMA a appris que le village d'Ogossagou situé dans le cercle de Bankass, dans la région de Mopti a été attaqué ce matin vers 5 heures. L'attaque a coûté la vie à de nombreux villageois et a fait plusieurs blessés. Des maisons ont également été brûlées. Dans le cadre de son Mandat de protection des civils, dès qu'elle a appris l'attaque, la MINUSMA a déployé une force de réaction rapide sur les lieux. En soutien au gouvernement malien, la mission onusienne a également fourni un appui aérien afin de prévenir toute nouvelle attaque et évacuer rapidement les blessés. Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif s'est dit « choqué et outré » par cette attaque. « Au moment même où nous recevions des évolutions positives venant du nord du pays, ce qui se passe au centre est révoltant. Je le condamne fermement, et il est urgent de briser cette spirale de la violence dans cette région, » a ajouté le chef de la Mission de l'ONU déployée au Mali. Mahamat Saleh Annadif a indiqué que la MINUSMA se tient prête à soutenir le gouvernement malien pour les besoins de l'enquête et pour toute action susceptible d'apaiser la situation.



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Les vérités du ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo : “Je ne suis pas un ministre du Pèlerinage, mais des Affaires religieuses” “Avant notre venue aux affaires, le déficit de l’organisation du Hadj atteignait les 800 millions FCFA”

En marge du lancement de la campagne 2020 du pèlerinage, le ministre des Affaires religieuses et du Culte, Thierno Amadou Oumar Hass Diallo, a saisi cette occasion pour donner sa part de vérité sur certaines informations distillées récemment dans la presse relatives à l’organisation du Hadj. Durant plus de 40 minutes, le ministre Thierno, qui avait en face de lui des leaders religieux et promoteurs d’agence de voyage, a donné d’amples explications sur les raisons du transfert de l’organisation du pèlerinage à la Maison du Hadj. Il ne s’est pas privé non plus d’effleurer le dernier rapport du Vérificateur général portant sur l’acheminement des fidèles musulmans sur les lieux saints de l’islam. S’agissant du transfert de l’organisation du pèlerinage à la Maison du Hadj, le chef du département des Affaires religieuses et du Culte, Thierno Amadou Oumar Hass Diallo, a rappelé que cela faisait partie de ses vœux depuis plus de trois ans.

“Les agences privées souhaitent qu’on leur confie l’organisation du Hadj. Qu’elles ne doutent pas de cela. Un jour, elles auront la plénitude des attributions. Mais, avant, il leur revient d’assainir dans leur rang, car elles savent très bien que certaines parmi elles ne remplissent pas les conditions. Si elles parviennent à se débarrasser de ces gens, le gouvernement ne verra aucun mal à leur confier l’organisation du Hadj”, a précisé le ministre Diallo.

Selon lui, le premier signe du retrait de son département, c’est le fait que le cabinet du ministère des Affaires religieuses et du Culte s’est désengagé de l’organisation du Hadj, en la confiant à la Maison du Hadj.



“Désormais, c’est la Maison du Hadj qui est votre interlocutrice. Je ne veux plus qu’on aille me voir encore par rapport à quoi que ce soit ou à qui ce soit en lien avec le Hadj. Pour ce faire, j’ai nommé un nouveau délégué général, qui est un colonel-major. C’est lui qui sera désormais l’œil et l’oreille du cabinet par rap-

port au processus”, a ajouté le ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo. A l’en croire, les préparatifs du pèlerinage ne doivent pas être un travail qui devrait couper le sommeil au ministre et à ses collaborateurs. “Je ne suis pas un ministre du Pèlerinage, mais des Affaires religieuses, je m’occupe du

champ religieux mais pas de l'organisation du Hadj ou des pratiques religieuses", a poursuivi le ministre. Il s'est dit néanmoins fier de leur bilan du Hadj.

"Mes collaborateurs et moi, nous marchons la tête haute, car bien avant que nous prenions les choses, chaque année le gouvernement appuyait le processus à hauteur de plus d'un milliard de FCFA. Aussi pour rappel en 2013, l'organisation du Hadj a connu un déficit de plus de 800 millions FCFA. Ce n'est pas tout. L'encadrement de 7000 pèlerins s'élevait à plus de 700 millions FCFA. Par contre, avec 13 300 pèlerins, nous on nous donne 320 millions FCFA et même pour cela, il y a un régisseur spécial. Ce n'est pas que nous dénigrons le travail de ceux qui ont fait le rapport de contrôle, mais, pour le Hadj, il y a de ces spécificités comme l'inscription de nos pèlerins qui se font le plus souvent tardivement. Si une personne s'inscrit tardivement, s'il n'arrive pas à avoir certaines choses de façon électronique, cela ne veut pas dire qu'il n'a pas de reçu. C'est de cela qu'il s'agit dans le rapport du Vérificateur général. Pour preuve, nulle part dans le document on ne parle de détournement, mais d'irrégularités. Cela peut être aussi appuyé par les pèlerins : nous n'avons jamais pris l'argent

de quelqu'un qui n'a pas été aux lieux saints de l'islam", a protesté le ministre Thierno.

Selon lui, il est temps de faire la part des choses lorsque les gens entendent des milliards dans l'organisation du Hadj. "Comprenez seulement que ce sont 320 millions qui sont investis par l'Etat et tout le reste de ces milliards F CFA, c'est l'argent des pèlerins", a-t-il déclaré. Avant de saluer le travail de tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation du Hadj : "Ils n'ont aucun repos. Depuis le lancement de la campagne, je ne dors pas. Idem pour mes proches et ceux qui sont à la Maison du Hadj. Et certains partaient jusqu'à nous accuser pour la délivrance des visas dont le quota du gouvernement, à savoir : 1500, est connu de tout le monde".

Le ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo a profité de cette occasion pour évoquer l'attention que le président ne cesse d'accorder aux fidèles musulmans nécessiteux en les envoyant aux lieux saints de l'islam. "Certains, après avoir commencé à cotiser, se rendent compte finalement qu'ils ne pourront plus avoir la totalité des frais pour faire le voyage. Ce sont des gens qui sont le plus souvent pris en charge par le président de la République IBK et on leur rembourse aussi le montant co-

tisé", a révélé le ministre qui dit être en mission.

"Je suis en mission de l'Etat, du président IBK, et le jour où cette mission qui n'est pas éternelle prendra fin, je ferai mes bagages. Donc, n'essayons pas de personnaliser les choses. Il ne faut pas qu'on politise tout, je ne suis d'aucune formation politique, je ne cherche pas à être maire ou député. Je ne suis qu'un simple serviteur", a insisté le ministre. Il a invité l'assistance et les futurs pèlerins à faire des bénédictions non seulement pour le pays mais aussi pour le président IBK. "Je ne cesserai de vous demander de prier pour le président de la République Ibrahim Boubacar Kéita, car il a un fardeau, à savoir conduire le pays à bon port. Et pour cela, il a besoin des bénédictions de tous", a soutenu le ministre Diallo.

Il a aussi rassuré ses interlocuteurs qu'il ne posera aucun acte qui puisse être un frein ou porter préjudice au champ religieux. Ces messages semblent être bien perçus par l'auditoire qui écoutait son intervention dans un silence de cimetière souvent ponctué par des acclamations.

■ **Kassoum Théra**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Crise Scolaire : La demande des enseignants s'élève à 58 milliards

La grève intempestive des enseignants était le thème d'une émission de la radio Kledu, samedi dernier. Les techniciens de l'Etat ont apporté des éclaircissements sur le point d'achoppement entre la partie gouvernementale et les syndicats de l'éducation. En dépit de tout cela, ils se disent confiants pour un dénouement heureux de cette crise scolaire.



Les invités de cette émission étaient Mamadou Konta, directeur national des ressources humaines secteur de l'éducation, Mamadou Konaté, conseiller technique au ministère de la Fonction publique et du Dialogue social, et Sékou Traoré, chef de cabinet au ministère Délégué du budget. Pendant une heure d'horloge, ils ont passé au peigne fin tous les zones d'ombre de la crise scolaire. Dès le début des débats, ils ont affirmé que le gouvernement du Mali reconnaît la légalité et la légitimité de la revendication des syndicats de l'éducation. Mais compte tenu de la situation qui prévaut dans notre pays, une partie importante du budget national est destinée à l'effort de guerre. Ce qui fait qu'il serait très difficile de satisfaire la do-

léance des enseignants en ce moment. Malgré la conjoncture économique qui étrangle l'Etat malien, le gouvernement a fait des propositions conséquentes à la partie syndicale. Malheureusement, les enseignants n'ont pas accepté lesdites propositions, d'où le statu quo que nous vivons.

Pour Mamadou Konta, directeur national des ressources humaines secteur de l'éducation, les collectivités territoriales ne jouent pas leur rôle pour désengorger la crise scolaire. Les enseignants sont employés par le ministère de l'Education nationale mais ils sont payés par les collectivités. L'école n'est pas seulement une question du ministère de l'Éducation mais une affaire de tous. Tout le monde doit s'investir pour mettre fin à cette crise et permettre

aux enfants de reprendre le chemin de l'école. C'est un cri de cœur.

Le recrutement des volontaires n'est pas un plan pour remplacer les enseignants en fonction mais les aider à mieux à accomplir leur mission. « **Donc, je lève toute équivoque à ce niveau. Nous sommes sûrs que les enseignants et les volontaires en parfaite symbiose vont redorer le blason de notre système éducatif. Il est important de préciser le besoin de cette année est estimé à 23 000 enseignants. C'est pour vous dire qu'il y a un déficit d'enseignants dans nos écoles. Les dispositions sont également prises pour la tenue des examens de fin d'année** », a-t-il précisé.

Aussi, dira-t-il, le gouvernement est optimiste pour une reprise rapide des cours. « Nous sommes en train de tout mettre en œuvre pour ramener les enseignants à la raison », a-t-il dit.

Selon Mamadou Konaté, conseiller technique au ministère de la Fonction publique et du Dialogue social, l'Union nationale des travailleurs du Mali a demandé une harmonisation des salaires de tous les fonctionnaires. Si le gouvernement accorde aux enseignants ces augmentations sur la base de la grille annexée à leur statut, les autres corporations vont aussi en demander. Et cette gestion ultérieure posera indubitablement d'autres problèmes. En termes clairs, dans la situation actuelle, l'Etat ne pourra pas faire face à toutes ces demandes sociales.

A en croire Sékou Traoré, chef de cabinet au ministère Délégué au budget, le gouvernement honore toujours ses engagements. La gestion d'un Etat est similaire à celle d'une famille. Le gouvernement est dans l'obligation de faire un arbitrage des besoins. La priorisation des activités s'inscrit dans cette dynamique. Sinon l'éducation est et demeure la priorité du gouvernement malien. Toutes les démarches en cours sont la preuve patente de la volonté du gouvernement de procéder à une gestion rationnelle des ressources de l'Etat. Le gouvernement n'a pas contesté la légitimité de la revendication des enseignants. Au contraire, il est dans la dynamique de l'appliquer. Mais le problème se situe au niveau des modalités d'application. A préciser que la revendication des enseignants s'élève à 58 milliards, ce qui est insoutenable pour le gouvernement.

■ Ibrahim Sanogo

Coronavirus en Chine : L'élan de solidarité déclenché au Mali

Dans son combat contre le Coronavirus, la Chine n'est pas seule. A travers le Club des amis de la Chine au Mali, dirigé par Aliou Sissoko, tout le Mali lui est solidaire. Au cours d'une conférence de soutien, exclusivement organisée en son honneur par le Club des amis de la Chine, le jeudi 13 février 2020, à la Bibliothèque nationale, les Maliens ont exprimé leur solidarité avec la Chine en rassurant les autorités chinoises qu'elles peuvent compter sur le Mali.



C'est dans les moments difficiles que l'on reconnaît ses vrais amis, dit un vieux proverbe malien. Pour exprimer son soutien à la Chine en pleine crise sanitaire, le Club des amis de la Chine au Mali a organisé une conférence au cours de laquelle il a été rappelé tous les bénéfices que le Mali tire de la coopération sino-malienne. Pour ce faire, le club a porté son choix sur Yoro Diallo. Selon le conférencier, les liens entre le Mali et la Chine ont résisté à l'usure du temps. A l'en croire, la Chine a été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Mali en 1960. « **Le Président Modibo Keita a passé 39 jours en Chine. Pour comprendre le système politique de ce pays. Un séjour qu'un président n'a jamais fait en dehors de son pays. En quatre ans, la Chine a réalisé une vingtaine d'usines industrielles**

au Mali. Depuis 2006, la Chine est le premier pays au monde qui réalise le plus d'investissements en Afrique. En 2015, la Chine a mis 40 milliards de Dollar US à la disposition des Etats africains pour financer les grands projets de développement du continent », a déclaré le conférencier. Selon Yoro Diallo, la Chine et le reste du monde sont comme le singe et la montagne. « **La Chine sait où elle vient et où elle va. Aucun pays ne peut se passer de la Chine aujourd'hui. Ce n'est pas la première fois que la Chine vit une calamité. Tous ceux qui fuient la Chine aujourd'hui, reviendront par la petite porte. La Chine va se relever, car elle a toujours su se relever** », rassure le conférencier. A l'en croire, aucun pays dans le monde ne peut résister aujourd'hui au Coronavirus avec

le même courage, la même maîtrise et la même efficacité que la Chine.

Dans son intervention, le représentant de l'Ambassade de la Chine au Mali, Monsieur YE, a appelé les Maliens à ne pas croire à la campagne de dramatisation entamée par certains médias internationaux autour de la crise sanitaire en Chine.

Selon lui, le nombre de décès causé par le Coronavirus est de 2%, beaucoup moins important en termes de mortalité que Ebola, et beaucoup de Chinois atteints par le virus guérissent. « **Les mensonges et les rumeurs sont pires que le virus** », a déclaré Monsieur YE qui a appelé les uns et les autres à ne pas céder à la panique et à la stigmatisation.

L'ancien Premier ministre, Moussa Mara, a félicité les responsables pour leur constance dans le soutien à la Chine.

Toutefois, selon lui, il est aujourd'hui indispensable que les autorités maliennes, les voix les plus autorisées, se signalent plus auprès de ce pays ami en ce moment où il traverse des difficultés sanitaires.

L'Ambassadeur Mahamane Maïga, représentant du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a jugé l'initiative du Club des amis de la Chine très heureuse.

Selon lui, la conférence a permis de sensibiliser les Maliens sur la nécessaire solidarité qu'ils doivent manifester à l'endroit de la Chine qui vit un moment douloureux. « **Depuis la première année de notre indépendance, c'est la Chine qui a été le premier pays à mettre en place les bases de nos unités industrielles. Au nom du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, je transmets nos condoléances les plus attristées à toute la communauté chinoise et souhaite prompt rétablissement aux malades. Je souhaite aussi, comme la Chine a toujours su le faire, plein succès aux mesures de restrictions drastiques qui ont été prises pour que cette période triste soit rapidement dépassée** », a souhaité Mahamane Maïga.

Selon le président du club des amis de la Chine, le vrai virus, qui est la désinformation, est désormais connu et le combat est désormais facile à mener.

■ Ibrahim Sanogo

Seidina Oumar Maiga, jeune leader politique : «Le triste épisode de Sokolo met à nu les carences de la chaîne militaire...»

Au lendemain de l'attaque terroriste du camp de Sokolo situé à la frontière mauritanienne, l'élite politique continue de donner de la voix. C'est le cas de Seidina Oumar Maiga qui s'est exprimé sur le sujet au cours d'une rencontre que nous avons eue avec lui.

Actif sur les réseaux sociaux, M. Maiga ne manque pas de s'exprimer sur les sujets d'actualité à travers des analyses poignantes. Il a déploré la façon dont les faits se sont déroulés au vu et au su de tous. Le manque de soutien lors de l'attaque qui a fait 20 morts et 5 blessés du côté des FAMAs, et « 4 tués côté ennemis », selon le dernier bilan gouvernemental, est vivement condamné par ce dernier.

Pour Seidina Oumar Maiga « il faut être en mesure d'évaluer les stratégies de guerre face aux défis de l'heure. Les attaques se multiplient au fil des mois contre nos FAMAs et le manque d'assurance des populations est criard ». Il explique son inquiétude par le fait que l'attaque de Sokolo est la première d'envergure de l'ennemi en début 2020. Ce qui réveille à ses yeux les démons de l'année 2019 qui débuta avec l'attaque de Koulogon. Ce fut précisément le 4 janvier, alors que le peuple ne s'était pas remis de la fin d'année émaillée par une crise post-électorale. La présidentielle venait de finir et certains candidats avaient lancé un bras de fer. Une foire aux empoignes qui paralysa le dialogue politique des mois durant. Question tranchée par Seidina en déclarant : « Le triste épisode de Sokolo met à nu les carences de la chaîne militaire provoquant un psychose en ce début d'année 2020 ».

Si le contexte actuel est plus porté sur les législatives, Seidina Oumar ne manquera pas de fustiger l'arène politique en ces termes : « L'année écoulée fut, à maints égards, celle de sérieuses empoignades politiciennes avec la déchirure du tissu social qui nous a conduits vers des horizons inconnus et incertains ». Une façon de dire que le jeu des ambitions allant à accepter ce sur quoi on vomissait la veille ne peut que conduire le Mali dans le mauvais sens. Chose visible avec des alliances entre le RPM et plusieurs formations incompatibles

pour constituer les listes législatives. Pourtant, c'est bien l'entente entre acteurs politiques et décideurs qui pourra galvaniser l'union sacrée tant recherchée pour sortir le Mali de la conjoncture, a-t-il indiqué.

« Le pays est sensible sur le plan sécuritaire à travers la crise du centre où on ne finit pas de compter nos morts. Au même moment, la montée du joug terroriste reste inquiétante face à l'absence de l'Etat dans plusieurs localités du pays profond », enfonce Seidina Oumar Maiga. Il appelle chacun des Maliens à une appréciation orientée sur la profondeur de la situation sécuritaire. « Le monde qui se des-

sine sous nos yeux porte de nombreuses incertitudes. Il porte des germes nationalistes, séparatistes et même populistes. L'option des armes vaille que vaille, est une atteinte grave à la sécurité collective et la quiétude sociale d'où la remise en cause des actions des forces armées étrangères au Mali et au Sahel », a-t-il ajouté.

Pour terminer, le jeune leader lance ceci : « Le vivre ensemble est à préserver avant d'interpeller les autorités à éviter toute psychose au sortir d'une année 2019 très éprouvante ».

■ Idrissa Keïta



Aboubacar Doucouré : Mon parcours du combattant

«J'ai été de tous les combats pour le Mali depuis 2011, je compte faire plus cette année»



Aboubacar Doucouré, après le Mali, est allé en Libye pour poursuivre ses études. Connaissant les pays arabes, et surtout se rappelant de la recommandation de la religion d'Allah SWT, qui veut que l'on soit solidaire, l'homme s'est impliqué à travers les médias pour informer sur les printemps arabes. D'où son soutien à travers plusieurs activités pour soutenir la Libye et le colonel Kadhafi. Selon lui, ce soutien était nécessaire dans la mesure où la stabilité de la Libye était importante pour la stabilité de notre pays le Mali. Il rappelé à cet égard la très riche relation entre la Libye et le Mali. C'est au regard de tout cela que le jeune leader religieux a pris à bras le corps la lutte pour la stabilité de la région et la lutte contre l'ingérence occidentale dans les affaires africaines. Malgré ce soulèvement, qui a réussi à donner la bonne information aux maliens jusqu'à ce que la Libye soit tombé et Kadhafi tué. Il procède de ce qui précède l'envahissement du nord

du Mali. C'est à la suite de ces mouvements, que le Mouvement des Patriotes du Mali a été créé en 2012. Cela a coïncidé avec le début de la crise malienne. Le jeune Doucouré ne s'est pas arrêté là, il a continué à se battre pour le retour de la

paix. Les activités du jeune leader ont continué jusqu'en 2018. Là, c'était les élections présidentielles. Aboubacar Doucouré a pensé à un projet innovant. La création d'un mouvement qui se voulait différent. Un pôle politique composé d'hommes intègres qui se soucient du Mali.

C'est ainsi que la Convention des bâtisseurs a vu le jour. Il y'avait beaucoup de figures politiques et de la société civile.

À un moment donné, la société civile voulait un candidat unique des bâtisseurs. Après une sérieuse difficulté, les hommes politiques eux-mêmes ont procédé à un vote entre eux pour choisir ce candidat unique. Qui a été sanctionné par le choix d'un candidat qui finalement a été lâché à la dernière minute par ses pairs malgré leur propre choix. Il s'agissait de Me Mountaga Tall, président du CNID FASO YIRIWA TON qui n'a posé aucun problème, ni dénoncé le volte-face.

Avant les élections, chacun est parti de son côté. Cela était normal puisque la coalition les « bâtisseurs » n'a été créé que pour la période des élections. Peut-être qu'il renaîtra pour d'autres besoins à caractère national.

Puis advint un autre problème. Le problème du programme de l'éducation sexuelle complète initié par le gouvernement du premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga.

« L'Imam Mahmoud Dicko, ayant appris cela, s'est levé et l'a combattu. Etant le chargé de la jeunesse du Haut Conseil Islamique du Mali, et attaché à nos traditions et au principe de l'islam, je n'ai pu que me joindre à ce combat de l'Imam Mahmoud Dicko à cet affrontement





entre l'Imam Mahmoud Dicko et la primature. Mon objectif était très clair, le respect des valeurs sociétales et religieuses. Le bureau exécutif du HCl n'était pas avec l'Imam Dicko, moi, j'ai choisi d'être opposé au pouvoir. La présence du jeune Doucouré a été très remarquée et félicitée. Le projet a été abandonné.

Après cette lutte, le vénéré Chérif de Nioro a demandé la démission du premier ministre SBM. Ayant senti l'entêtement de ce dernier à rester à son poste, le mouvement a continué. Aboubacar Doucouré a de nouveau mobilisé la jeunesse musulmane en particulier et malienne en général. Le grand meeting du 5 avril au boulevard de l'indépendance a failli dépasser tout contrôle. C'est grâce au leadership des organisateurs que la foule a pu être maîtrisée. L'imam Dicko, un homme de Dieu, voulait le changement, mais pas au prix du sang. Aboubacar a initié une démarche beaucoup plus légale. Il a saisi les honorables députés. Après avoir eu l'avis favorable d'une plus grande partie des députés, il fallait en appeler à l'appui de ses deux chefs religieux notamment le Chérif de Nioro et l'Imam Dicko. Le jour de la motion, il avait, la veille, demandé à la jeunesse d'aller encercler l'hémicycle. Mais au grand bonheur de tout le

monde, SBM avait démissionné la veille dans la nuit.

«Quand un grand chef religieux comme le Chérif de Nioro parle, nous on a le devoir de faire en sorte qu'il en soit ainsi. »

A la nomination du Dr Boubou Cissé à la primature, les deux chefs ont été consultés et ils ont été favorables. Il a été donc, décidé d'aller à la

construction de la patrie. C'est dans ce cadre que le jeune Doucouré a été sollicité pour contribuer au ministère des Affaires étrangères, auprès du ministre Tiébilé Dramé comme chargé de mission, chargé du monde arabe.

Au regard de tous ses efforts pour le Mali et l'importance du mouvement de jeunes qui est derrière lui, il a été convenu de créer une plateforme pour organiser cette foule de jeune qui le soutient. C'est ainsi que le 10 février 2019, la Plateforme de Jeunes Musulmans et Patriotes du Mali a été lancé au stade du 26 mars. Un soutien de taille aux FAMAs.

Aboubacar Doucouré, président de la Plateforme des Jeunes Musulmans et Patriotes du Mali a organisé un grand meeting de soutien aux FAMAs. Après ce meeting, il a organisé un don de sang qui a été très apprécié par la hiérarchie militaire. Il a fait beaucoup d'autres actions humanitaires, comme des dons aux déplacés du centre.

Au-delà des questions nationales, le jeune leader est formateur des Imams. Il a formé des imams à Bamako et à Mopti, les promoteurs des medersas dans le cadre du lancement du module de la paix dans le milieu scolaire, surtout dans les medersas.

Le jeune Doucouré a eu plusieurs attestations honorifiques qui sont autant d'encouragements pour lui.

En tout cas, Aboubacar Doucouré n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Il compte intensifier le combat pour le bonheur de son pays.

■ Demba Sidibé stagiaire





Religion et politique : La CMAS sur une pente glissante ?

Le mouvement politico-religieux (qualification que conteste Mahmoud Dicko) a été créé le 3 août 2019 puis lancé le 6 septembre pour permettre à son parrain Mahmoud DICKO de conquérir le pouvoir. Il a été mis sur orbite avec l'ambition d'écraser les partis politiques prétendument « désavoués par le peuple » et de voler vers firmament politique. Cette vision idyllique n'est certes pas battue en brèche avec l'abandon de la course aux écharpes, mais elle s'est un peu effilochée.

La question qui vient à l'esprit aussitôt est la suivante : la navette spatiale va-t-elle s'écraser pour autant sur le rocher des Législatives 2020 ? Trop tôt pour le dire. Mais, les traces sont à scruter profondément. D'autant plus que le proverbe dit : jamais deux sans trois.

En effet, la longue marche de Mahmoud DICKO vers le sommet a commencé depuis les années 90. Lui-même a dit à propos du Mouvement démocratique : « On ne m'a pas raconté, j'étais là... ». C'est dire qu'il est sur la brèche depuis longtemps.

Mais, c'est au début des années 2000 qu'il va créer le mouvement Sabati pour aider IBK à conquérir le pouvoir et profiter du sillage pour placer ses hommes dans les postes nominatifs et électifs. L'entreprise échoue, mais elle est couronnée de succès en 2013 : IBK est élu.

En 2018, il est dépossédé de sa création, Sabati, et il en fonde un autre, Badenya Ton. Cette

deuxième structure n'aura jamais un impact visible sur le terrain possible ou sociale. Elle va disparaître sans laisser de traces autres que la présence constante de son président aux côtés du ministre Housseini Amion Guindo. Avec sans doute la bénédiction de l'imam, elle a réussi à caser son secrétaire général dans un ministère



du gouvernement de partage de gâteau accord Politique de Gouvernance. C'est sur les cendres de cet éphémère bébé que la CMAS émerge de l'océan avec force. Cette troisième fusée fascine et subjugué par son armature, sa puissance et sa pertinence c'est-à-dire, selon les éléments de langage utilisés, « combler le vide laissé par les partis quasi enterrés » sur lesquels il ne reste plus qu'à réciter la Fatiha précédant leur enterrement.

La même série de bérézina qui continue ?

La CMAS annonce sans surprise qu'elle va participer à toutes les élections, à commencer par les législatives de 2020.

Mais subitement, le Parrain fit irruption au siège du mouvement (en s'excusant quasiment) pour demander à ses ouailles de stopper la marche vers la Place de la République, siège de l'assemblée nationale à Bagdadji. Il justifie sa requête par deux choses : « j'aurais appris des choses » et « nous ne sommes pas prêts ». On peut se demander aussi si la loi des séries ne veut pas encore frapper.

Ce qui est sûr à ce stade est que pour la Coordination était sur orbite pour aller loin dans la conquête du pouvoir politique à tous les niveaux (communal, législatives et présidentiel). Les membres du mouvement politique, nous a-t-on dit, allaient être engagés dans toutes les joutes électorales. Tous à l'exception de leur « Guide », Mahmoud DICKO.

En effet, le schéma tracé fait penser à l'irannienne (ou libyenne sous KADAFI dans une moindre mesure) : le Guide est l'incarnation absolue du pouvoir suprême mais il ne gouverne pas directement.



Une longueur d'avance certaine

Les Législatives 2020 devaient être le premier test électoral en ce sens. En effet, une fois la nouvelle du lancement imminent de ces joutes électorales connue, la CMAS avait annoncé sa participation ferme. Devenant ainsi l'épouvantail pour les autres formations politiques, candidats libres ou de la société civile. La CMAS avait des atouts qui la plaçaient devant les autres, semble-t-il. Le tout premier étant qu'elle n'aurait aucun problème pour présenter des listes là où d'autres ne peuvent pas le faire pour des raisons liées à l'insécurité. La CMAS pouvait ainsi, à titre d'exemple, glaner un bon petit paquet de députés dans les régions du centre du Mali.

Par ailleurs, comme son nom le suggère, les listes et candidats de la CMAS allaient bénéficier du cachet « islamique » – ce qui pèse dans un pays à 96 % musulmans et où l'islam est le seul étalon absolu. Mais, en plus, le mouvement a été rejoint par des administrateurs, des avocats, des commissaires de police, des leaders des mouvements jeunes, de femmes ou de la société civile. Des personnalités dont les visages sont familiers sur le plan international, national et local. Bref, la CMAS ratisse large. Sans oublier, facteur très important, que l'électeur de la CMAS ne tend pas la sébile pour voter. Au contraire, c'est lui qui mettra de l'argent dans le Midjani (don adressé à Allah et récompensé par lui).

Un label de qualité à lui tout seul

À tout cela, il faut ajouter tout le poids que pèse le nom Mahmoud DICKO, un label à lui tout seul. Un Titan auréolé par un combat héroïque contre l'hydre de Koulouba de décembre 2018

au 5 avril 2019. A cette date, il détenait le sort du fauteuil présidentiel entre ses mains.

Mais au lieu de le renverser, il a accepté de négocier le départ du Premier ministre en poste (Soumeylou Boubeye MAIGA) et son remplacement par son ministre de l'Économie et des finances (Boubou Cissé) qui n'est autre que son neveu.

Mais, c'est par cet atout force que la CMAS a été interdite de participation aux législatives.

Or, beaucoup y étaient venus avec des ambitions politiques certaines. Ils tenaient à bénéficier de la Horma de la CMAS pour se faire élire. Question : que feront ils après l'oukase qui ferme la porte de la participation aux Législatives 2020 ? Ce que l'on constate est que certains ont remballé leurs ambitions par fidélité à l'imam. Mais d'autres ont tourné casaque pour aller s'insérer dans une autre liste. Dont, selon certaines sources à confirmer avec la publication des listes, le ci-devant président de Badenya Ton.

Tel fut aussi le cas pour KC qui est un leader aguerri de mouvement de jeunes et de la société civile. Il bénéficiait d'une position de choix au sein de la CMAS. Il a trouvé une place sous couvert sur une liste dans une des communes de Bamako ; un autre mouvement politique. Vaut-il revenir à la CMAS ?

D'autres sont dans la même posture sous d'autres cieux. Quel avenir cela procure-t-il au mouvement hybride politico-religieux ? Jamais deux sans trois ? Trop tôt pour le dire.

■ Amadou TALL



Dr Choguel Kokala Maïga, président du MPR à propos du redéploiement de l'armée reconstituée à Kidal : "Cela n'est pas suffisamment préparé et la présence de l'armée dans cette région est beaucoup plus symbolique"



Dans une interview accordée à nos confrères de Africa n°1, le président du Mouvement patriotique pour le renouveau (Mpr), Dr Choguel Kokala Maïga, s'est prononcé sur le redéploiement de l'armée reconstituée tant chanté par nos autorités comme la solution miracle à la crise malienne qui a atteint des proportions très inquiétantes. Selon le président du MPR, lorsqu'il a lu les dernières informations, dans un premier temps il s'est rendu compte que le quota réservé aux groupes armés n'était pas au complet à la date prévue parce que ceux-ci n'ont pas fourni le nombre de combattants à eux réservé par les dispositions de l'accord. "Où est-ce qu'ils sont ? Depuis combien d'année ils réclament d'être représentés dans l'armée reconstituée et le moment où on fait les premiers essais, ils sont absents. C'est une question qu'il faut se poser et pour quelle raison ?", s'est-il interrogé. En ce qui concerne le deuxième enjeu, il dira qu'il faut tirer les leçons de ce qui s'est passé lors des premières intégrations. Et de rappeler qu'après l'élection du président Alpha Oumar Konaré en 1992, dans le cadre du Pacte national et plus tard avec le président Amadou Toumani Touré en 2006, il y a eu au total près de 2 500 anciens rebelles qui ont été intégrés dans l'armée malienne. Aussi, précise-t-il, le commandement de l'armée était essentiellement détenu dans les régions du nord par des ressortissants du nord donc des dirigeants de la rébellion. Ainsi, les effectifs étaient tels qu'une grande

partie de ceux qui commandaient au nord et ceux qui étaient sur le terrain étaient des ressortissants du nord. "En un mot, les mêmes choses qui sont réclamées aujourd'hui ont été faites il y a plus d'une quinzaine d'années. La suite, lorsque la rébellion a été déclenchée d'abord en 2006, une bonne partie des hommes intégrés dans l'armée ont quitté pour rejoindre la rébellion. Ainsi, des concessions faites de 2006 à 2009 n'ont pas empêché qu'une bonne partie rejoigne encore les rangs de la rébellion lors de l'éclatement de celle de 2012. Toute chose qui a fragilisé notre armée", a-t-il martelé.

De son point de vue, il a le sentiment que des leçons n'ont pas été tirées de ces différentes rébellions que notre pays a connues depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale.

"Quelle garantie nous avons pour que ce que nous appelons l'armée reconstituée ne produise pas les mêmes effets. Les hésitations et les incompréhensions de dernières minutes entre le gouvernement et les groupes armés m'inclinent à être très réservé sur la suite. Il ne s'agit pas d'amener un bataillon de militaires et le mettre dans une clôture à Kidal et dire nous avons une armée à Kidal", a-t-il dit.

A ses dires, il faut que l'armée puisse mener des patrouilles et occuper véritablement la région de Kidal. Apparemment, poursuit-il, cela n'a pas été suffisamment préparé et la présence de l'armée à Kidal est beaucoup plus symbolique.

lique. A l'entendre, il y a beaucoup plus d'effets de communication et d'annonce pour apaiser la Communauté internationale qui continue de faire des pressions sur le gouvernement et les groupes armés.

Choguel a saisi l'occasion pour rappeler qu'en 2016, il y a eu des annonces de la réouverture de l'école et du retour de l'administration dans la région de Kidal. Ainsi, les mêmes annonces ont été faites au plus haut niveau de notre pays et même au niveau de l'Etat français, mais nous n'avons rien vu venir. "Il faut qu'il y ait un mouvement d'ensemble. Aussi, il faut que les mouvements armés notamment ceux qui sont liés aux mouvements séparatistes, abandonnent définitivement leur projet séparatiste, qu'ils rentrent dans la logique de l'Etat unitaire. Ils doivent abandonner les revendications qui sont de nature à préparer le lit à d'autres revendications", a proposé M. Maïga.

Aux dires du président du MPR, l'un des arguments avancés par les mouvements armés pour justifier leur insubordination vis-à-vis de l'Etat malien, c'est prétexter qu'ils ne sont pas assez représentés dans les institutions y compris dans l'armée, alors que dans les années 1990 plus de 2 500 anciens rebelles ont été intégrés dans les armées de moins de 10 000 hommes ce qui représente 30 à 35% de l'effectif.

■ Boubacar PAÏTAO

Nouvelle tuerie un an après dans un village martyr du Mali : La mort de plusieurs civils dans le village d'Ogossagou déjà visé par une attaque meurtrière il y a un an



Une trentaine d'hommes armés ont donné l'assaut et semé la mort dans la nuit de jeudi à vendredi à Ogossagou (centre), où 160 Peuls avaient été massacrés en mars 2019, a dit à l'AFP le chef du village, Aly Ousmane Barry. 31 villageois ont été tués, selon un nouveau bilan gouvernemental. De fait, pris dans une spirale de violences intercommunautaires et djihadistes, le Mali a encore connu une nouvelle journée sanglante avec la mort de 31 civils dans un village déjà visé par une attaque meurtrière un an plus tôt et celle de 9 autres personnes tombées dans une embuscade contre l'armée, également dans le centre du pays. Plusieurs ont été retrouvés calcinés. Une partie du village a été incendiée. Quelques heures après, neuf personnes ont péri dans un guet-apens tendu à une unité de l'armée à Bentia, dans la région de Gao (centre), a dit le gouvernement dans un communiqué en indiquant, sans autre précision, que huit des victimes étaient des civils. Un soldat a trouvé la mort dans une attaque distincte à Mondoro, selon l'armée.

Mise en cause autant des Dogon que des militaires

Les chasseurs traditionnels dogons, déjà incriminés en 2019, ont à nouveau été montrés du doigt par des responsables locaux à Ogossagou sans que rien ne permette de corroborer indépendamment le caractère communautaire de l'attaque dans cette zone reculée frontalière du Burkina Faso. Le gouvernement et l'armée, soumise ces derniers mois à une succession d'attaques djihadistes, n'ont pas désigné les assaillants à Bentia. Les autorités ont, elles, été mises en cause en raison du retrait de l'armée d'Ogossagou quelques heures avant le carnage. « On avait dit aux militaires de ne pas partir et ils sont partis. Ce qui a encouragé les chasseurs traditionnels à revenir », a dit un élu local s'exprimant sous le couvert de l'anonymat pour des raisons de sécurité. Ogossagou avait été visée le 23 mars 2019 par une attaque qui avait coûté la vie à 160 civils. Attribuée à des chasseurs dogons, elle avait été le point culminant de violences intercommunautaires alors en cours dans le centre.

Région sensible concernée

Cette région est prise dans un tourbillon de violences depuis 2015 et l'apparition d'un groupe djihadiste emmené par le prédicateur peul

Amadou Koufa, qui a largement recruté parmi sa communauté, et rejoint le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance djihadiste du Sahel affiliée à Al-Qaïda, dès sa création en 2017. Les affrontements se sont multipliés entre les Peuls, majoritairement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, qui pratiquent essentiellement l'agriculture. Ces dernières ont créé des groupes d'autodéfense en s'appuyant sur les chasseurs traditionnels dozos. La principale association de chasseurs dogons, Dan Nan Ambassagou, avait été officiellement dissoute au lendemain du massacre à Ogossagou, mais elle n'a jamais cessé d'opérer. Si le rythme des attaques d'envergure a ralenti, les violences quotidiennes n'ont jamais cessé dans la région.

Atmosphère de chaos

Outre ces exactions et représailles communautaires, le Mali est en proie à une poussée djihadiste qui, partie du nord, a atteint le centre du pays puis le Burkina Faso et le Niger voisins. Dans cette spirale s'est inscrite une explosion de la criminalité de droit commun et du brigandage. Depuis 2012, les violences ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Quelque 500 civils ont été tués dans le centre rien qu'en 2019, année la plus mortelle pour les civils depuis 2012, selon l'ONG Human Rights Watch. L'armée malienne, quant à elle, a perdu des dizaines de soldats dans une série d'opérations djihadistes ces derniers mois. Elle a procédé à un repositionnement de ses forces, s'exposant à l'accusation de livrer à elles-mêmes certaines populations civiles. L'un de ses camps, Mondoro, déjà pris pour cible en septembre avec celui voisin de Boulkessi dans une double attaque qui avait fait 40 morts, a de nouveau été attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi. Un garde national a été tué, a-t-on appris de sources sécuritaires. Mercredi, un militaire malien a également été tué dans une attaque djihadiste à Dialloubé, également dans le centre, a annoncé l'armée. Cinq djihadistes ont été tués, a-t-elle dit. Le chef de la Mission de l'ONU au Mali, Mahamat Saleh Annadif, a relevé dans un communiqué que l'attaque d'Ogossagou survenait alors que l'armée malienne venait d'accomplir dans le Nord un acte d'affirmation de l'autorité étatique sur le territoire en revenant jeudi à Kidal, contrôlée par les ex-rebelles touaregs. « Il est urgent de briser cette spirale de la violence », a-t-il dit.

Infrastructures scolaires à Sikasso : 22 salles de classes inaugurées

Ce vendredi 14 février, l'ambiance devant l'Ecole fondamentale du village de Sirakoroba, dans la région de Sikasso, au cœur du Cap de Niéna, était celle des grands jours : les populations des sept localités de la Commune de Sirakoroba ont réservé un accueil enthousiaste au ministre de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.



La ferveur était à son comble en face de l'Ecole fondamentale de Sirakoroba où les empreintes de Save the Children sont plus marquantes. Le ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été reçu en fanfare par les populations des sept localités de la Commune de Sirakoroba, dans la région de Sikasso, visiblement très heureuses de marquer à jamais, d'une pierre blanche, cet événement important dans la vie de leur école ; à savoir : la réception de nouvelles infrastructures scolaires, destinées à renforcer la qualité de l'apprentissage des enfants.

En compagnie des autorités administratives et scolaires de la région et du directeur-pays de Save the Children, Amavi Akpamagbo, les premiers mots du ministre Mahamadou Famanta sont allés aux enfants, les jeunes scolaires qui, dans la pure tradition des pionniers, ont monté le drapeau national, en entonnant l'hymne national.

"Merci à vous, jeunes scolaires, pour cet élan

civique et patriotique. Courage et abnégation pour la quête du savoir !". Pour le ministre, la symbolique est d'autant plus forte qu'il s'agit de l'expression de l'engagement d'un partenaire de poids ; à savoir : Save the Children en faveur de l'école et des populations maliennes dans leur quête de savoir pour les enfants, l'avenir de la nation.

Parlant des nouvelles infrastructures scolaires, qu'il a inaugurées en remettant les clefs des salles de classes à chacun des maires des localités concernées, le ministre s'est réjoui du fait qu'elles contribuent déjà à l'amélioration du taux d'accès des enfants à l'école, en même temps qu'elles visent une meilleure qualité de l'enseignement, une préoccupation maintes fois exprimée par le président de la République.

C'est bien pourquoi il en conviendra, vu les énormes défis auxquels l'école est confrontée, que le gouvernement du Mali "est décidé à mener tous les combats possibles pour relever" ces grands challenges pour l'avenir des enfants du Mali. Cela passe, dira-t-il, par la mise en

œuvre du PRODEC, deuxième génération, qui apparaît comme un véritable facteur de consolidation des acquis de l'école, comme il en est du reste de l'engagement, toujours renouvelé, des partenaires comme Save the Children pour une éducation de qualité pour tous au Mali.

En exprimant la reconnaissance de l'Etat à l'endroit de Save the Children pour ses soutiens constants en faveur de l'école malienne, le ministre Famanta a exhorté les populations des localités bénéficiaires à prendre soin des nouvelles infrastructures pour le confort des enfants.

Le directeur-pays de Save Children, Amavi Akpamagbo, est heureux de cette noble initiative pour l'avenir des populations bénéficiaires parce qu'il est persuadé qu'il s'agit de célébrer l'école malienne. "La stratégie globale de Save the Children s'inscrit dans le sens de l'amélioration de la qualité de l'éducation de nos enfants", a déclaré le responsable pays de l'organisation non gouvernementale internationale, dont le plaidoyer vise à impliquer les communautés dans la vie de l'école.

La réalisation de ces nouvelles infrastructures, estimées à 195 millions de F CFA, selon lui, traduit la bonne santé partenariale entre Save the Children et le gouvernement du Mali. C'est donc tout naturellement qu'il a renouvelé l'engagement et la disponibilité de son organisation à soutenir le Mali dans ses efforts pour une éducation de qualité, accessible à tous les enfants. Ici, dans les localités concernées, la grande ferveur pour la cause de l'école est partagée par tous : le représentant du chef de village, le maire de Sirakoroba, tout comme le représentant des bénéficiaires qui ont exprimé leur reconnaissance à l'action de Save the Children pour ses nombreuses initiatives en faveur de l'éducation des enfants.

Ces derniers n'étaient pas en reste de l'événement : à travers un appel, lancé aux partenaires de l'école, les enfants, dans un élan civique et patriotique, qui a tenu en l'haleine le public enjoué, se sont solennellement engagés à être assidus à l'école. Pour se préparer à être les meilleures relèves de demain.

Aux sons rythmés des tambours et du folklore du terroir, très appréciés par les officiels, le Ganadougou a rehaussé l'éclat de cet événement qui a été une véritable célébration de l'école malienne.

■ Ibrahim Sanogo

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Fête des Ondes : La radio un élément incontournable de développement

Lors de la fête des radios, le 13 février dernier, M. Yaya Sangaré, ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du gouvernement, a lancé un appel pour une réflexion afin de créer des conditions pour le retour du festival « Ondes de liberté ».



Depuis des années, ce festival des radios d'Afrique a disparu. Comme la nature a horreur du vide, notre voisin, le Burkina Faso, s'en est approprié. La ville de Bobo-Dioulasso a accueilli, le 11 février, la 2e édition du Festival international des radios d'Afrique francophone (FIRAF). L'évènement s'est achevé le 13 février 2020.

La journée mondiale de la radio a été proclamée par l'Unesco en 2011. A travers cette initiative, L'Unesco a invité les radios, à travers le monde, à promouvoir la diversité à la fois dans les salles de rédaction et sur les antennes. Le thème retenu est « **le pluralisme dans le paysage radiophonique** ». Il est suivi des sous-thèmes à savoir, la diversité dans les salles de rédaction, la diversité éditoriale et la diversité des programmes. Pour Bandiougou Danté, président de l'Urtel, le Mali se caractérise par une dimension radiophonique extraordinaire. « Nos équipes reflètent la diversité sociale, économique linguistique et religieuse de notre pays », a-t-il déclaré. « **La diversité éditoriale et celle des programmes sont les fondements de la ra-**

diophonie du Mali », a-t-il ajouté.

Selon Yaya Sangaré, face à l'inapplication des règles de la presse par les pouvoirs publics, la radio est en train de perdre sa crédibilité et son pouvoir, devenant ainsi un véritable danger. Depuis le premier festival des radios appelé "Ondes de Liberté" tenu en juin 1997, de l'Union des radios et télévisions du Mali (Urtel), où on notait la présence du Président de la République, Alpha Omar Konaré, et tout le gouvernement, avec à sa tête le premier ministre de l'époque, Ibrahim Boubacar Keita, les ambassadeurs des pays amis du Mali et biens d'autres personnalités, plus rien. Des radios Africaines, d'Europe et d'Amérique étaient pourtant présentes.

Aujourd'hui, quel est l'état des lieux ? Le festival "Ondes de Liberté", unique en Afrique, n'existe plus. Cette adynamique entretenue par le faible engagement des pouvoirs publics et de l'organisation faitière des radios a conduit au dépérissement progressif du festival dont les signes les plus visibles sont le retrait ou la faible mobilisation de plusieurs partenaires. La baisse de la qualité des productions radio-

phonique est passée par là aussi. Si nous ne revenons pas aux fondamentaux de la radio et de sa gestion, nous avons entre nos mains une « bombe en puissance », vu la prolifération des radios.

Le ministre de la communication en appelle à « **une réflexion profonde et urgente sur comment nous pourrions faire revivre, et renaitre de ses cendres, le regretté Festival biennal « Ondes de liberté », si cher à l'ancien Président de la République, Alpha Oumar Konaré, qui en fut, il faut le rappeler pour l'histoire, l'initiateur en 1997, et qui était devenu un rendez-vous incontournable sur le continent. Mon Ministère est interpellé autant que l'URTEL, l'UNESCO, la Maison de la Presse et ce qui reste encore de l'Institut Panos d'Afrique de l'Ouest** ».

Le Festival biennal « Ondes de liberté », avait bien permis d'initier une dynamique de circulation et d'échange des productions radiophoniques et de coopération entre radios de pays divers. Il avait réussi à encourager l'imagination créatrice, le talent et la qualité, la valorisation de la production des radiodiffusions d'Afrique.

Il ajoute : « **le format du Festival serait gardé, lui qui s'articulait si bien autour des cinq volets que je rappelle ici, construits à travers un Colloque, espace d'échanges qui se voulait un lieu de réflexion et de débat ; Une bourse d'échanges de programmes où se côtoyaient journalistes, producteurs, réalisateurs, techniciens et animateurs, elle fut une foire aux sons où les radios ont présenté et échangé leurs productions. Aussi, il y avait un concours radiophonique qui, à chaque édition, mettait aux prises les radios avec leurs productions portant sur le thème du festival. Enfin un stand d'exposition toujours très prisé par les participants, réservé aux organisateurs et partenaires qui souhaitaient y exposer leurs documentations, leurs technologies ou tout simplement faire connaître leurs structures respectives** ». Vivement le retour du festival « Ondes de liberté » et certainement mieux vaut tard que jamais. Le pionnier en matière de radio au Mali sera honoré. Il s'agit de Denis Bilodeau.

■ Ibrahim Sanogo

Festival international Mali du rire, 1^{ère} édition : Une formation en humour et comédie au programme de l'évènement



La 1^{ère} édition du festival international d'humour et de comédie dénommé Festival Mali du Rire (MDR) se tiendra en avril prochain, à Bamako. Mais avant ce grand rendez-vous, les initiateurs du festival comptent initier des jeunes au métier d'humoriste à travers une formation.

La formation étant primordiale dans tous les domaines de la vie professionnelle, l'humour et la comédie ne font pas exception. Ainsi, pour sa toute première édition, le Festival International Mali du Rire (MDR festival international) fait de la formation des jeunes une priorité. En effet, un mois avant le festival prévu du 10 au 13 avril prochain dans la capitale malienne, les organisateurs souhaitent offrir une formation gratuite d'un mois en humour et comédie aux jeunes passionnés du métier.

Cette formation sera conduite par le jeune humoriste ATT Junior, initiateur du Festival, lui-même diplômé de grandes écoles d'humour, notamment l'Ecole nationale de l'humour du Canada. "Avec mes formations et mon expé-

rience, je me dis que je peux apporter un plus à ces jeunes qui rêvent de devenir humoristes", nous confie-t-il.

A l'entendre, cette formation du Festival international Mali Du Rire vise à consolider les acquis et à contribuer à l'édifice d'une nouvelle génération dans le domaine. "Elle s'étendra sur un mois, c'est-à-dire le mois de mars et elle sera sanctionnée par une compétition entre les jeunes formés. Elle est ouverte à tous les jeunes qui souhaitent embrasser une carrière d'humoriste", ajoute-t-il.

Les raisons ayant motivé cette initiative de formation sont parties du constat que l'humour malien s'exporte très peu dans d'autres contrées du continent, voire du monde, à cause de son manque criard de professionnalisme. "Certes, le domaine de la comédie se porte bien au Mali sur le plan national, mais malheureusement elle ne s'exporte pas assez. Cette formation sera donc le lieu d'orienter les participants à s'exporter à travers les modules de base nécessaires pour mener une carrière

internationale. Les participants bénéficieront de modules théoriques et pratiques répondant aux normes de base de la discipline."

A noter qu'au terme de la formation, une grande compétition, au cours du festival, mettra aux prises les quinze (15) meilleurs jeunes du lot et le vainqueur bénéficiera d'une moto Jakarta et plein d'autres cadeaux.

Inspiré du Marrakech du Rire de l'humoriste franco-marocain, Jamel Debbouze, cette 1^{ère} édition Festival International du Mali du Rire verra la participation de nombreux humoristes africains de renom qui viendront notamment du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Guinée Conakry et du Burkina Faso, pour s'ajouter à des humoristes maliens. "Nous voulons, à travers MDR festival international, offrir au Mali un festival d'humour pouvant rivaliser avec les grands festivals africains", a conclu ATT Junior.

■ **Youssef KONE**

Bissau : La Cour suprême tente la clarté dans la confusion post-présidentielle

La Cour suprême de Guinée-Bissau a annoncé mardi attendre une vérification des procès-verbaux, mais non pas un nouveau comptage des voix du second tour de la récente présidentielle, en pleine querelle sur l'issue de cette élection.

Plus de trois semaines après le scrutin du 29 décembre, le nom du vainqueur reste disputé, entre Umaro Sissoco Embaló, issu de l'opposition, et Domingos Simoes Pereira, du parti dominant PAIGC. Les résultats publiés par la commission électorale donnent M. Embaló vainqueur avec 53,55% des voix.

Mais M. Pereira les conteste et la Cour suprême, qu'il a saisie, a rendu ces derniers jours deux arrêts maintenant le statu quo. La commission électorale estime "définitifs" les résultats qu'elle a annoncés.

Un arrêt rendu vendredi par la Cour suprême signifie toutefois qu'elle ne l'entend pas ainsi, mais les exigences exactes de la Cour donnent lieu à des interprétations contradictoires. Les avocats de M. Pereira disent que la cour ordonne de recompter.

Le porte-parole de la Cour s'est présenté mardi

devant la presse pour clarifier les choses. "Certains disent que l'arrêt exige de recompter les bulletins de vote", a dit Salimo Vieira aux journalistes. Mais, a-t-il ajouté, "à aucun moment il n'a été question dans ce document de nouveau décompte des voix". "L'arrêt parle de vérification des procès-verbaux au niveau national".

"Il s'agit tout simplement de procéder à la vérification ininterrompue (d'une traite) de tous les procès-verbaux, du début à la fin, même si cela doit prendre plusieurs heures ou plusieurs jours, conformément aux dispositions du code électoral", a-t-il dit.

Les modalités pratiques de ces vérifications et leurs conséquences finales sur l'issue de l'élection n'apparaissent pas clairement mardi.

Stabilité à tout prix

L'un des enjeux majeurs de cette présidentielle est la stabilité de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest de 1,8 million d'habitants en état de crise politique permanente.

Une stabilité indispensable aux réformes nécessaires pour combattre les maux de cette

ancienne colonie portugaise coincée entre Sénégal, la Guinée et l'Océan Atlantique : pauvreté, corruption, trafic de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud à destination de l'Europe.

Depuis son indépendance en 1974, la Guinée-Bissau a connu quatre coups d'Etat, seize tentatives et une valse continue de Premiers ministres.

La présidentielle de 2014 a marqué le retour à un ordre constitutionnel jugé fragile. L'armée s'est tenue à l'écart.

Le général Biaguê Na Ntam, chef d'état-major, a mis en garde mardi contre toute tentative d'agitation. "L'armée ne permettra plus de perturbations dans ce pays", a-t-il prévenu lors d'une cérémonie de remise de diplômes militaires.

"Si quelqu'un se lance dans une telle aventure, nous l'enverrons directement au cimetière", a-t-il lancé.

S'adressant aux troupes, il leur a demandé : "Si quelqu'un sort dans la rue pour menacer la paix sociale, où l'enverrez-vous?" "Au cimetière", ont répondu les soldats.



Congo-Brazzaville : Le parti au pouvoir répond aux revendications de l'opposition



Au cours d'une conférence de presse ce samedi 15 février, le Parti congolais du travail (PCT) a tenu à répondre aux préoccupations de l'opposition, qui demande notamment un dialogue politique et le report de la présidentielle de 2021 à 2023, sans Denis Sassou-Nguesso.

Élevé au rang de secrétaire permanent à la Communication et aux nouvelles Technologies de l'Information, à l'occasion du dernier congrès du PCT organisé fin décembre 2019, Parfait Iloki a tenu à répondre aux opposants point par point.

Au sujet du dialogue politique que ceux-ci appellent de tous leurs vœux, il a affirmé que le dialogue était permanent dans les institutions. Le PCT, a-t-il insisté, reste ouvert au dialogue, mais pas un dialogue pour le dialogue. Quant au report de la présidentielle pour 2023, Parfait Iloki a rejeté catégoriquement une telle démarche qui porterait, selon lui, atteinte à la Constitution. « C'est un grand piège tendu contre la République et contre la Constitution, a-t-il argumenté. Ce serait simplement une violation de la Constitution. Faisons attention à quelqu'un qui vous propose une chemise

alors qu'il est lui-même torse nu. En clair, parler d'un éventuel report de l'élection présidentielle à quelques mois de cette échéance serait simplement une absurdité de trop. »

« La présidentielle aura lieu en 2021 et le pays connaît bien des avancées en matière de gouvernance électorale, a conclu Parfait Iloki. Le PCT a déjà porté son choix sur le président Denis Sassou-Nguesso parce qu'il est l'homme de la situation. »

■ Source RFI

Le Pangolin : Vecteur de transmission du coronavirus à l'homme

Un mammifère couvert d'écaille, pouvant peser jusqu'à 35 kilos et mesurer plus d'un mètre, le Pangolin, le nouveau suspect numéro un, aurait facilité la transmission du coronavirus aux humains.



Le corona virus, au départ porté par la chauve-souris, n'est pas directement transmissible à l'homme. Mais il a transité vers une autre espèce, le Pangolin, qui aurait donc joué le rôle d'intermédiaire pour

transmettre le virus.

Cette découverte a été annoncée par des scientifiques chinois. Selon les chercheurs, la forme du coronavirus porté par le Pangolin est identique à celle des personnes contaminées

à 99%.

Pour le professeur Arnaud Fontanet, Directeur du département de santé globale à l'institut à l'institut Pasteur, et professeur au CNAM : il faudrait empêcher que cette espèce entre en contact avec les humains pour éviter une nouvelle épidémie.

«On a besoin de savoir quel est l'animal qui a directement transmis à l'homme, puisse qu'en ce moment-là il s'agirait d'interdire la vente des pangolins», a-t-il déclaré.

Très prisé pour sa chair dans la gastronomie, le Pangolin est partout sur le marché chinois. Ses écailles s'arrachent, elles sont considérées comme des remèdes dans la médecine traditionnelle. Menacé d'extinction, le pangolin est l'un des mammifères le plus braconné du monde : près de 100.000 chaque année. Depuis le 26 janvier dernier, son commerce est suspendu en Chine pour limiter le risque de transmission du virus.

L'épidémie du coronavirus qui a fait près de 1665 victimes en Chine et 4 en dehors de la Chine continentale, comptabilise plus de 69 000 contaminations à travers le monde ; dont 68 000 en Chine. Selon les autorités sanitaires chinoises, le nombre de nouveaux cas en Chine diminue pour le troisième jour consécutif. La Chine teste de nouveaux anti-rétroviraux dont les effets seront connus la semaine prochaine. Mais en attendant, les plasmas prélevés sur les patients convalescents sont injectés sur les malades.

■ Demba Sidibé stagiaire

An advertisement for Planet Ananas beverage. It features three products: a large plastic bottle, a smaller plastic bottle, and a can, all with yellow liquid and labels that say 'PLANET Ananas'. The background is a bright, golden-yellow splash of liquid. In the top right corner, there is a circular logo with the word 'PLANET' in white on a red banner. Below the products, the text reads 'A base d'eau Supermont et de sucre Naturel' in a white, handwritten-style font.



Que sont-ils devenus... Capitaine de Police Yacouba Coulibaly ? Les confessions d'un ami de Tiécoro Bagayoko

Le 28 février 1978, les patrons des cinq commissariats de police du district de Bamako sont emportés par l'orage qui secoue le Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN). Ils sont arrêtés, jugés et condamnés pour avoir assisté à une réunion au cours de laquelle le lieutenant-colonel Tiécoro Bagayoko, directeur général des services de sécurité, les aurait informés de sa volonté de renverser le régime de Général Moussa Traoré (GMT). La rubrique "Que sont-ils devenus ?" est allée à la rencontre d'un rescapé parmi ceux qui ont été envoyés au bagne de Taoudéni. Il s'appelle Yacouba Coulibaly, capitaine de police et tout-puissant commissaire du 2e Arrondissement au moment des faits. Il a été présenté comme le commandant du pe-

loton d'exécution du président Moussa Traoré et ses acolytes en cas de succès de la conjuration. Ce qui lui a valu une condamnation à 15 ans de travaux forcés, pendant que les chefs d'état-major de l'armée de terre et de de la gendarmerie écopaient respectivement de 5 et 10 ans d'emprisonnement. Le compol Yacouba Coulibaly est formel : il est la victime de ses relations d'amitié avec Tiécoro Bagayoko. Qui est le commissaire de police Yacouba Coulibaly ? Sa part de vérité sur les événements du 28 février 1978 ? Est-il prêt à pardonner ses bourreaux ? C'est un homme visiblement affaibli par dix ans de détention à Taoudéni, qui nous a donc reçu à son domicile, à Bolibana, pour évoquer l'une des pages sombres du régime de Moussa Traoré, à qui il a

tenu à donner un conseil. Lequel ? Les détails. Les relations entre Yacouba Coulibaly et Tiécoro Bagayoko dit Diango ont été d'une pureté presque parfaite. Camarade d'enfance et de classe, c'est seulement après le certificat d'études primaires (CEP) que chacun va choisir son avenir : Yacouba opta pour l'administration générale et Tiécoro intégra l'Ecole des enfants de troupe de Kati pour une carrière militaire. Jusqu'au dernier souffle de l'ancien directeur général des services de sécurité, ils n'ont pas rompu.

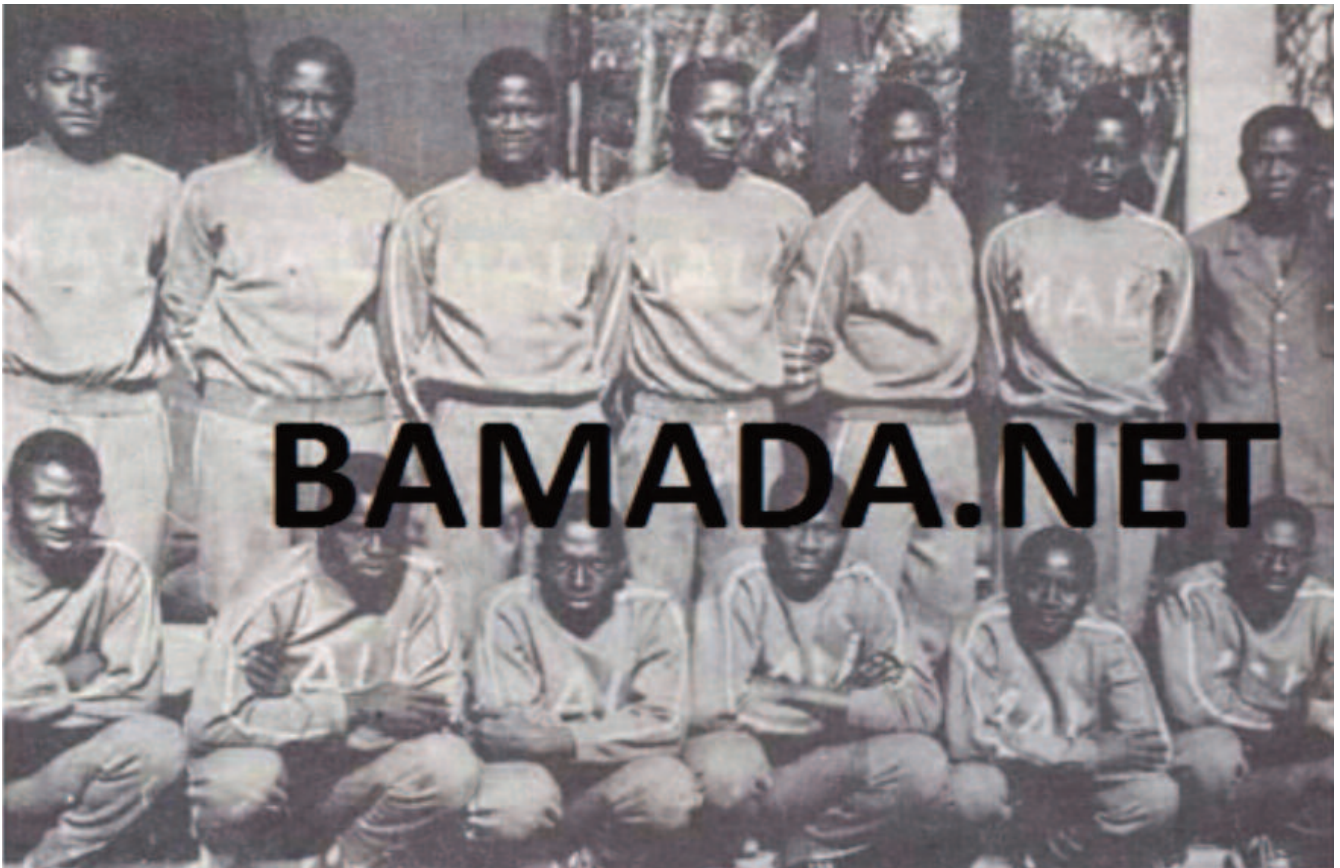
Aujourd'hui, Yacouba Coulibaly retient encore de Django l'image d'un homme respectable qui, s'il paraissait sévère de loin, était fondamentalement très bon.

La carrière de Yacouba Coulibaly s'est faite en deux temps. Il a tout d'abord servi comme commis d'administration, successivement à Mopti et à Kayes entre 1962 et 1965. C'est après qu'il deviendra policier suite à la décision du pouvoir central de surveiller étroitement tous les secteurs de l'Etat par un service de renseignements officiels. Cela a consisté à recruter des jeunes du parti au sein des différentes composantes de l'armée.

C'est dans ce cadre que Yacouba Coulibaly et certains de ses camarades de la jeunesse de l'US-RDA ont intégré la police nationale pour servir à la Sécurité d'Etat. A sa sortie de l'Ecole nationale de la police, il est affecté à Gao. Tiécoro Bagayoko continuait de lui rendre visite dans la Cité des Askia chaque fois qu'il avait une mission sur Tessalit jusqu'au coup d'Etat du CMLN en 1968. Mais justement en tant que militant de la jeunesse de l'US-RDA, quelle a été sa compréhension de ce coup de force des militaires ?

Yacouba Coulibaly répond qu'après sa formation militaire, il a tourné le dos à la politique, se rappelant qu'il a vécu les événements comme tout autre citoyen à cette différence qu'il était policier, c'est-à-dire que l'allégeance d'office était obligatoire au risque d'être catalogué comme ennemi et traité comme tel.

Il a appris le coup d'Etat par l'intermédiaire de son commissaire, qui a d'ailleurs insisté sur le nom de son ami, Tiécoro Bagayoko, parmi les membres de la junte militaire qui a renversé le père de l'indépendance nationale. La nomination de Django au poste de directeur général des services de sécurité va donc précipiter l'ascension de Yacouba Coulibaly. Ce qui était tout à fait logique, surtout qu'il n'a pas



été propulsé au-devant de la scène, mais nommé d'abord comme commissaire adjoint du 2e Arrondissement. Quelques années plus tard, il est confirmé premier responsable du service avec le grade de capitaine.

Hélas ! Son destin va basculer le 28 février 1978. Emporté par le vent qui a détérioré les relations entre les membres du CMLN. Il a payé cash son amitié avec Tiécoro Bagayoko. Le président Moussa Traoré, face à l'orage qui profilait à l'horizon, a conclu qu'il fallait neutraliser Tiécoro en même temps que ses acolytes. C'est pourquoi il a fait arrêter tous ceux qui étaient proches de Django afin d'éviter une réplique sous la forme d'une révolution de palais.

Ces événements du 28 février 1978 ont suscité beaucoup de commentaires. Chaque camp a donné sa version des faits. Ce qui est sûr : l'Histoire retiendra que des frères d'armes se sont entretués. Alors quelle est la part de vérité d'une des victimes collatérales de ces événements ? Pourquoi et comment il a été arrêté ? Est-ce vrai que la bande de Tiécoro, Kissima Doukara, Karim Dembélé, Charles Samba Sissoko préparait un coup d'Etat ? Quelle analyse fait-il du régime de Moussa Traoré ?

Mensonge, ruse, roublardise

Voici la réponse du capitaine Yacouba Coulibaly : "Je suis prêt à poser ma main sur le Coran pour jurer que je n'étais au courant d'aucune préparation de coup d'Etat. Je n'ai assisté à aucune réunion où Tiécoro aurait manifesté sa volonté de perpétrer un coup d'Etat. J'ai été arrêté à mon domicile près du marché Dibida. On m'a accusé d'être le chef du peloton d'exécution du président Moussa Traoré et ses compagnons, Allah Akbar ! Tout cela est consécutif à mes relations avec l'ancien directeur général des services de sécurité. J'ai été brutalisé, torturé, jugé, condamné à 15 ans de travaux forcés et envoyé au bagne de Taoudéni.

A mon avis, il y avait un réel froid entre le président Moussa Traoré et le lieutenant-colonel Kissima Doukara, ministre de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité. Le président a sûrement compris que Tiécoro a pris position du côté de Kissima. C'est ainsi qu'il a mal agi, en ne ménageant personne dans leurs entourages respectifs. Il avait aussi ce défaut de croire à tout bout de champ aux rumeurs. C'est l'une des raisons principales qui font que Moussa Traoré a fait trop de victimes innocentes et c'est regrettable.

En analysant les déclarations de Moussa sur la chaîne de télévision Africable, il donne l'impression de n'être au courant de rien. Pourtant, il aurait pu dire pourquoi il a fait tuer les Diby Silas Diarra, Yoro Diakitè, Tiécoro Bagayoko et Kissima. Il soutient ignorer les causes de la mort de l'ex-président Modibo Kéita, mais qu'est-ce qu'il a entrepris pour situer les responsabilités de ce décès, dont les tenants et les aboutissants demeurent obscurs, eu égard à la tournure des événements ? Aujourd'hui, je tiens à lui rappeler que quand la main fautive, c'est la tête qu'on coupe".

Envoyé à Taoudéni pour purger une peine de 15 ans de travaux forcés, Yacouba Coulibaly y aura passé 10 ans. Parce que le centre de détention a été fermé par les autorités du pays. Pour le reste des détenus, la question était de savoir s'ils seront transférés ou libérés ? Le régime opta pour la libération. Mais le mal était déjà fait selon Yacouba Coulibaly. Il a passé dix ans de traumatisme, avec comme corollaire la psychose de la mort causée par un traitement inhumain.

Cependant, nous avons été surpris quand le policier nous a fait savoir que son ami Tiécoro n'acceptait pas que les autres prisonniers politiques critiquent le président Moussa Traoré

en sa présence. Chaque fois que le débat allait dans ce sens entre détenus, Django s'effaçait. Quelle explication à cette "loyauté" de l'ancien directeur général des services de sécurité vis-à-vis de quelqu'un qui caressait déjà le désir de l'éliminer physiquement ? Parce qu'il considérait toujours Moussa Traoré comme son ami, mais il se trompait à ce niveau et refusait sûrement de comprendre que la rupture était consommée entre eux.

D'anciens bagnards de Taoudéni que nous avons approchés dans le cadre de la rubrique "Que sont-ils devenus ?" assurent qu'en plus de l'enfer qu'ils vivaient dans cette partie du pays à l'époque, ils ne cessaient de penser à leurs familles respectives. Aujourd'hui, le capitaine Yacouba Coulibaly a encore en mémoire la manière dont il a perdu en même temps ses deux femmes par le biais du divorce. Comment cela a pu arriver ? L'intéressé soutient qu'il fallait vivre leur cas pour ne pas leur en vouloir. Ce n'était pas facile au moment des faits. Seulement il fallait se résigner. Et il tient encore à rendre hommage à son frère aîné qui s'est occupé de ses enfants durant son calvaire à Taoudéni.

La main sur le cœur

A sa libération, est-ce que les femmes sont revenues à de bons sentiments ? La réponse

est on ne peut claire : "Fiston, nous ne voyons pas les choses de la même manière. Au moment des faits, elles étaient très jeunes. Attendre un mari pendant 15 ans n'était pas une chose facile. C'est pour vous dire que je ne leur en tiens pas rigueur. D'ailleurs, il y a une qui vit en France. Il arrive qu'elle téléphone pour prendre mes nouvelles. En partant à Taoudéni, notre retour n'était pas évident, donc il faut voir les choses sous cet angle".

Deux faits malheureux le rongent encore. Lesquels ? D'abord la mort de son fidèle ami Tiécoro Bagayoko. Il se rappelle encore ce matin quand ils partaient à la mine pour piocher, puisque Django devait rester pour d'autres travaux, le capitaine Sounkalo Samaké lui a demandé de penser à sa pitance.

Et Tiécoro de répondre qu'il n'était pas évident qu'ils le retrouvent en vie, parce que sa mort a été annoncée pour ce jour. Effectivement, à leur retour de la mine, Charles Samba Sissoko les informera que Django a été exécuté et enterré. Yacouba passera plus d'une semaine à le pleurer. Ensuite, il y a le décès de sa sœur, survenu au Gabon des suites d'une brûlure.

Jusqu'aujourd'hui, le compol Yacouba Coulibaly traîne les séquelles de sa détention. Est-il prêt à pardonner ses bourreaux ? En musulman convaincu, l'ancien commissaire du 2e Arrondissement soutient qu'il lie sa vie au destin, c'est-à-dire prêt à pardonner. A sa li-

bération, il avait même tenté de rencontrer le président Moussa Traoré pour un pardon mutuel, et surtout lui dire qu'il s'est trompé sur sa personne, en l'accusant à tort.

Malheureusement, il n'a pu voir l'ancien président. Entre-temps il est confiné dans sa douleur morale, causée par tout ce qu'il a vécu comme torture pendant sa détention. Il revient sur un de ses calvaires. "Un soir, en puisant de l'eau, je suis tombé dans le puits. Après trois jours, le chef du centre l'adjutant Moussa Camara m'a promis l'enfer si je ne me présentais pas le lendemain. Pour éviter d'être exécuté, je me suis fait transporter au chantier par un policier. Il a fallu l'intervention de l'adjoint du chef de centre pour que je sois exempté de tout effort physique jusqu'à ma guérison, sinon Moussa Camara était venu avec la cravache pour régler mes comptes". Faudrait-il rappeler que le capitaine Yacouba Coulibaly n'est toujours pas réhabilité ? Il se contente seulement de sa pension. Au moment de prendre congé du vieux commissaire, il a tenu à donner un conseil à Moussa Traoré. Il lui demande de beaucoup prier et d'implorer la clémence du Bon Dieu pour alléger ses péchés parce qu'il est convaincu que le président Moussa Traoré a fait des dizaines de victimes innocentes. Pour rien.

■ O. Roger

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74% Malikilé
MIGRATION IRREGULIERE !
49 MALIENS PERISSENT EN MI

Liverpool : Mané signe un retour gagnant avec son 100e but en Angleterre

Sadio Mané est entré en jeu et a marqué le but de la victoire de Liverpool à Norwich City (1-0), le 15 février 2020 en Premier League.

Après trois semaines d'absence, Sadio Mané a retrouvé le terrain avec Liverpool samedi 15 février. L'attaquant sénégalais, remplaçant au coup d'envoi à Norwich, est entré en jeu et a inscrit le but de la victoire (1-0). Il a atteint ainsi la barre des 100 buts marqués en Angleterre.

Même dans un jour sans, Liverpool poursuit sa saison incroyable. Les Reds ont engrangé leur 25e victoire en 26 matches de championnat dans cette saison 2019-2020, samedi 15 février, sur le terrain de Norwich (1-0). Les hommes de Jürgen Klopp ont été à la peine à Carrow Road, l'ancre des Canaries. Mais leur salut est venu d'un homme surgi du banc des remplaçants : Sadio Mané.

Il délivre les Reds, 18 minutes après son entrée en jeu

Le Sénégalais n'était plus apparu sous le maillot de Liverpool depuis trois semaines et une sortie sur blessure, le 23 janvier, lors d'un match à Wolverhampton. Touché à une cuisse, l'attaquant s'est soigné et a retrouvé l'entraînement dans la semaine. Son coach l'a retenu

pour le déplacement à Norwich mais il a décidé de le garder en tant que remplaçant jusqu'à l'heure de jeu, moment où le Ballon d'or d'Afrique a remplacé Alex Oxlade-Chamberlain pour former à nouveau le trident offensif Mané-Firmino-Salah.

Le coaching de Klopp visait sans doute à redonner au Lion de la Téranga du rythme, sachant que Liverpool se déplace à Madrid pour défier l'Atlético mardi 18 février en huitième de finale aller de la Ligue des champions. Mais Sadio Mané a fait beaucoup plus que retrouver du temps de jeu ; il s'est mué en « super-sub » (« super-remplaçant ») et a offert la victoire à son équipe.

Sur un ballon de Jordan Henderson, le buteur a montré qu'il était rétabli en contrôlant le ballon en extension dans les airs du bout du pied droit, avant de tromper Tim Krul du pied gauche (78e). Et voilà comment Liverpool, bien que poussif, parvient à compter 76 points après 26 journées, soit 25 longueurs d'avance sur son dauphin, Manchester City...

Liverpool fonce vers les records, 100 buts en quatre ans et demi en Angleterre pour Mané. Les Scousers comptent 17 victoires de rang désormais ; ils égalent leur meilleur total, établi entre mars et octobre 2019 (à cheval sur

deux saisons donc), et n'ont besoin désormais que d'une seule victoire pour également le record en la matière, détenu par Manchester City (18 victoires entre août et décembre 2017). Avec également 43 matches consécutifs sans défaite, Liverpool tient la deuxième plus longue série d'invincibilité de l'histoire de la Premier League. Seuls les Gunners d'Arsenal de 2003-2004 (49 matches sans défaite) les devancent encore.

Et Sadio Mané ? L'attaquant l'ignorait, mais en marquant contre Norwich, il a atteint la barre des 100 buts inscrits en Angleterre toutes compétitions confondues (championnat et coupes nationales). Avec Southampton, entre 2014 et 2016, l'ex-joueur de l'AS Génération Foot, du FC Metz et du Red Bull Salzburg a inscrit 25 buts. Et avec Liverpool, le voilà fort de 75 réalisations. « Vraiment ?! Wow, merci », s'est-il exclamé quand un journaliste de la chaîne Sky Sports lui a appris qu'il était centenaire en Angleterre.

Après avoir contrôlé le ballon dans les airs du pied droit, Sadio Mané a marqué du pied gauche son 100e but en Angleterre lors du match gagné par Liverpool contre Norwich (1-0), le 15 février 2020. Chris Radburn/Reuters Le numéro 10 est ensuite revenu sur son absence : « Ce n'était pas facile. En tant que footballeur, on veut jouer tout le temps, mais il fallait faire avec. J'ai suivi mon traitement, j'ai travaillé et dur et je suis revenu. » Pour son plus grand plaisir, celui de son équipe et des fans de Liverpool, à trois jours de retrouver la Ligue des champions.

■ Source RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attèlez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaitez aller de l'avant et vous entraînez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités. Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA